



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2750
16 avril 2021
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE **OUVRIÈRE**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Face à la crise et aux licenciements

Il faut euthanasier le capitalisme !



Haiti

**Le gangstérisme
du pouvoir**

Page 8

Migrants

**Une situation
scandaleuse**

Page 7

Hôpitaux

**Sans moyens face
à la troisième vague**

Page 11

Leur société

- Vivre avec le confinement : le gouvernement cause... le patronat impose **3**
- Pénuries, spéculation : le chaos de l'économie **3**
- Fin de l'ENA : changer un peu pour que rien ne change **4**
- Marine Le Pen : par l'odeur alléchée **4**
- Écologie : Macron champion du monde... des promesses **4**
- PCF : un candidat à la présidentielle, pourquoi ? **5**
- Enseignement : Blanquer et la loi hiérarchique **6**
- Lycée Jacques-Brel - Choisy-le-Roi : mobilisés contre les menaces de sanctions **6**
- Blanquer 007 **6**
- Calais : les migrants enfermés protestent **7**
- Travailleurs sans papiers : pour la régularisation immédiate **7**
- Foyer Manouchian - Vitry : relogement pour tous **7**
- Suez-Veolia : accord entre parasites **16**

Dans le monde

- Haïti : le pouvoir, inspirateur et otage des gangs **8**
- Brésil : catastrophe sanitaire, Bolsonaro persiste et signe **8**
- Rwanda : l'impérialisme français, responsable et coupable **9**
- Sahel : la population victime des soldats du G5 **9**
- États-Unis : Bezos ne veut pas de syndicat **16**
- Irlande du Nord : le Brexit rallume la mèche **16**

Il y a 150 ans, la Commune

- Des combattants de tous les pays **10**

Dans les entreprises

- Hôpital Pitié-Salpêtrière **11**
- Aides à domicile en Vendée **11**
- Nos lecteurs écrivent : drôle de priorité **11**
- Thales AVS - Vélizy **12**
- Safran Aircraft Engine Corbeil-Essonnes **12**
- Futurs infirmiers : allez voir ailleurs **12**
- CHI de Clermont **12**
- Renault **13**
- PSA - Douvrin **13**
- Renault Trucks - Vénissieux **13**
- Walor - Bogny-sur-Meuse **14**
- Carrefour Supply Chain Le Rheu **14**
- Newrest-Wagons-lits **14**
- SNCF Transilien **15**
- RATP Bus **15**

Élections régionales

- Des listes Lutte ouvrière pour contester la dictature capitaliste **5**

Il n'y a pas de vaccin contre les licenciements et la folie du capitalisme!

La crise sanitaire, les questions autour du confinement et de la vaccination saturent les médias et masquent une autre crise, tout aussi dangereuse et meurtrière pour le monde du travail : celle de l'économie capitaliste.

L'exploitation, les bas salaires, l'augmentation de la charge de travail font partie du fonctionnement habituel du capitalisme. Mais les marchés saturés et la concurrence exacerbée ont fait basculer, depuis plusieurs décennies déjà, l'économie dans la crise.

Avec un million de chômeurs et de pauvres supplémentaires depuis un an, avec 150 000 commerces mis à l'arrêt plusieurs mois et des secteurs entiers sinistrés, l'épidémie a fait passer un nouveau cap à la crise.

Malgré les milliards d'aides publiques et le chômage partiel censé éviter les licenciements, les plans de suppression d'emplois se sont multipliés. Les plus importants sont souvent le fait de groupes qui ont touché le plus d'aides : 5400 suppressions d'emplois pour Air France, par exemple, 4600 pour Renault. Dans le Nord, en plus de la fermeture de l'usine de Bridgestone, le groupe PSA-Stellantis a programmé la mort du site de Douvrin, où travaillent 1500 personnes.

Le gouvernement fait toute une mise en scène autour du souverainisme industriel et du « made in France », mais des centaines de sites industriels sont condamnés à la fermeture sans qu'il bouge le petit doigt. Ce sont des fonderies, des sous-traitants de l'aéronautique ou de l'automobile, des sites de l'agroalimentaire, comme cette usine Knorr d'Unilever dans le Bas-Rhin.

Des centaines de milliers de salariés mais aussi des travailleurs à leur compte ont perdu leur gagne-pain. Beaucoup d'autres sont menacés de le perdre. D'autres encore ont basculé dans le surendettement à cause du chômage partiel et de la perte de leurs primes. Qu'en dit le ministre de l'Économie ? Que l'essentiel a été sauvé !

Eh oui, « l'essentiel » pour un ministre, comme pour tous les dirigeants de cette société, ce sont les profits et les fortunes de la minorité capitaliste ! Et merci pour Arnault, Bettencourt-Meyers ou Pinault, ce monde-là se porte à merveille. Leur club de milliardaires s'est agrandi, passant de 39 à 42, et quand on additionne leurs fortunes, le total a presque doublé durant cette année de crise, atteignant 510 milliards d'euros.

Toutes les guerres ont leurs profiteurs, et celle contre le virus ne fait pas exception. Parmi eux, il y a bien sûr les Google et Amazon, les groupes pharmaceutiques ou encore la grande distribution. C'est le cas de Carrefour, dont le PDG reconnaît que les résultats ont été exceptionnels l'année dernière. Mais il faut que les salariés fassent grève pour arracher ne serait-ce que la prime Covid !

La façon dont une minorité s'enrichit sur la crise sanitaire, alors que tous les sacrifices pèsent sur les travailleurs, montre la véritable nature de l'économie capitaliste : un système dont l'unique objectif est de faire de l'argent pour une poignée de parasites. C'est non seulement injuste et révoltant, mais cela condamne à la crise économique.

Tous les États se sont lancés dans des plans de relance. En France, Le Maire a mis 100 milliards à disposition du grand patronat. Et à quoi assiste-t-on ? À une envolée mondiale de la spéculation, parce que les capitalistes ont bien plus à gagner en plaçant leurs capitaux au casino de la finance que dans les investissements productifs.

Pour tout un chacun, la pandémie est synonyme de souffrance et de morts. Pour les capitalistes, elle signifie une nouvelle ruée vers l'or avec les fameuses Biotechs dont les actions s'arrachent en Bourse. Miser sur Moderna, dont la valeur boursière a bondi de 500% en un an, sur BioNTech (+200%) ou encore sur Novavax (+1400%), c'est le jackpot assuré... jusqu'à ce que la bulle explose.

La même spéculation frénétique fait rage dans l'économie dite verte. Un seul exemple, l'entreprise Tesla, spécialiste de la voiture électrique, qui vend moins de 500 000 véhicules par an, vaut quatre fois plus en Bourse que Volkswagen et ses 9,3 millions de véhicules produits. Voilà où finissent les milliards d'argent public et la plus grande partie des profits sués par les travailleurs !

Oui, l'argent qui manque cruellement dans les hôpitaux et qui pourrait servir à embaucher et augmenter les salaires, dans le public comme dans le privé, sert à jouer toute l'économie à la roulette russe. L'irresponsabilité vis-à-vis de la société sera ainsi la règle tant qu'une minorité pourra accroître sa fortune en faisant tout et n'importe quoi. Aucun vaccin ne nous immunisera contre cette folie, elle ne s'arrêtera que lorsque le monde du travail aura la conscience nécessaire pour renverser le pouvoir de la bourgeoisie.



Vivre avec le confinement : le gouvernement cause... le patronat impose



L'annonce par Macron, le 31 mars, de la fermeture des établissements scolaires à partir du 6 avril et de la modification des dates de vacances scolaires, imposées à tous du 12 au 26 avril, a placé du jour au lendemain les parents des milieux populaires dans une situation difficile.

Non seulement les écoles et les crèches sont fermées pour l'immense majorité des enfants, mais c'est aussi le cas de nombreux centres de loisirs, des clubs de sport, des dispositifs d'action culturelle, de loisirs ou de soutien scolaire.

Dans les milieux plus aisés, l'argent et les relations résolvent bien des

problèmes : trouver une nounou, payer et organiser des activités à domicile ou dans une résidence secondaire. Dans les milieux populaires, c'est au contraire souvent la double peine, entre garde d'enfant, télétravail ou congés imposés en plein confinement, car les parents sont soumis aux décisions de leur

employeur.

Fidèle à son habitude, le gouvernement n'a fait que des suggestions au patronat, et surtout lui a offert de nouvelles garanties financières.

Macron a aussi préconisé «là où c'est possible», quatre jours de télétravail par semaine. Mais seuls les patrons peuvent décider justement si c'est possible ou non. Et surtout, dans bon nombre d'entreprises, lorsqu'un des deux parents est en télétravail, il est impossible d'obtenir le chômage partiel pour l'autre, ou même une autorisation spéciale d'absence (ASA). Le télétravailleur doit alors être simultanément à son poste de travail, et gérer les enfants, les repas, les devoirs, etc.

Concernant le chômage partiel, si le salarié ne touche en principe que 84 % du net, cela ne coûte plus un centime à son patron, puisque le gouvernement a supprimé le reste à charge de 15 % pour les employeurs en cas de garde d'enfants.

Christian Bernac

À l'hôpital

Être membre du personnel soignant ne protège pas contre l'arbitraire. Ainsi, à l'hôpital des Quinze-Vingts, à Paris, l'autorisation spéciale d'absence pour garde d'enfant n'est délivrée qu'aux titulaires, à condition de ne pouvoir être en télétravail et d'avoir déjà posé cinq jours de congés annuels. Quant aux contractuels, il leur faut postuler pour un arrêt de travail dérogatoire sur le site de l'Assurance maladie et le soumettre à l'appréciation et aux pressions de la hiérarchie. Ainsi un agent hospitalier avec plusieurs enfants à charge et dans l'impossibilité de les amener dans la petite structure d'accueil de l'hôpital, s'est vu imposer et voler deux semaines de congés.

Les exemples peuvent être multipliés dans le privé comme dans le public. Seule une bonne dose de mobilisation collective avec tous les rappels nécessaires pourra contenir

ces ravages actuels du patronavirus.

À la SNCF

Dans de nombreuses entreprises comme à la SNCF, l'activité partielle n'a initialement été mise en place que pour la semaine du 6 avril, pas les deux suivantes. Par exemple, dans les ateliers de maintenance de Châtillon, sous prétexte du nouveau calendrier de vacances scolaires, les chefs appelaient les cheminots : «À partir du 10 avril, tu reviens au travail ou tu poses des congés.» Il en était de même dans de nombreux ateliers et chantiers. Il a fallu la réaction de nombreux cheminots pour que la direction de Châtillon indique que «la pose des congés est prioritaire, mais le salarié qui ne pourrait positionner de congés aura alors la possibilité d'être placé en activité partielle», tout en soumettant cela à «l'appréciation du pôle RH»...

C.B.

Pénuries, spéculation : le chaos de l'économie

Semi-conducteurs, polymères, pigments, bois, acier : une pénurie de composants ou de matières premières provoque la mise à l'arrêt d'usines entières, des retards sur les chantiers et une flambée des prix dans la construction.

De PSA à Sochaux à Renault Trucks à Bourg-en-Bresse, des lignes de montage sont arrêtées et les ouvriers mis en chômage partiel pour manque de pièces. Des usines de peinture manquent de pigments ou de résine tandis que celles de la plasturgie n'ont plus de polymères.

Ces pénuries et la flambée des prix qu'elles engendrent ont plusieurs causes qui s'alimentent les unes les autres. Comme toujours, les économistes désignent la Chine comme bouc-émissaire. Ils accusent les industriels chinois de préempter les matières premières pour leurs propres usines, qui redémarreront après l'arrêt brutal provoqué par le Covid-19 l'an dernier.

D'autres dénoncent la pratique généralisée du flux tendu, avec des stocks réduits au minimum pour diminuer les frais. Ils incriminent la délocalisation massive dans des pays à bas coûts salariaux, et

dans un nombre réduit d'usines, de la production de ces composants de base. Sans stocks et avec de longs trajets pour assurer les livraisons, le moindre aléa, fermeture du canal de Suez par un porte-conteneurs en perdition, vague de froid au Texas ou tremblement de terre au Japon, peut en effet interrompre l'approvisionnement.

À ces raisons, bien réelles, s'en ajoutent de plus fondamentales, qui découlent de l'anarchie de l'économie capitaliste. Chaque capitaliste, dans chaque secteur économique, passe des commandes à ses sous-traitants, en aveugle, sans tenir compte de ses concurrents. Avec le confinement du printemps 2020, de nombreuses installations avaient été mises au ralenti, parfois fermées définitivement pour les moins rentables. Chaque industriel relance ses ateliers, ses mines ou ses terminaux, si et quand il le décide, en privilégiant les commandes les



plus rentables plutôt que les plus indispensables. Ainsi, l'industrie pétrolière et chimique préfère produire de l'éthylène plutôt que du polypropylène, qui manque pourtant aujourd'hui dans toute la plasturgie. Dans le transport maritime, des armateurs n'hésitent pas à renvoyer des porte-conteneurs vides des États-Unis vers la Chine tant ils gagnent des fortunes avec le seul trajet aller. Une telle attitude, répétée par tous les acteurs, provoque désorganisation et pénurie.

À cette anarchie généralisée s'ajoute la spéculation

à tous les étages. Sur les marchés de matières premières, à Chicago ou à Genève, des sociétés spécialisées ou de grandes banques profitent des pénuries pour acheter puis revendre avec profit des stocks de pétrole, de bois, d'acier. À leur niveau, des intermédiaires détournent des cargaisons de matières premières déjà commandées pour les revendre à plus offrant. Cette spéculation aggrave la crise.

Les travailleurs paient cette organisation folle par les pénuries qu'elle engendre, y compris celle des

vaccins, par les alternances de chômage partiel et d'heures supplémentaires, par la précarité qui se généralise et encore par la menace du retour de l'inflation, qui réduira leur pouvoir d'achat. Pour y remédier, il ne suffira ni de rétablir des stocks dans les usines ni de relocaliser la production. C'est l'économie qui doit être réorganisée, planifiée à partir de l'inventaire des besoins, en ôtant aux capitalistes le pouvoir de décider et en commençant par les expropriés.

Xavier Lachau

Fin de l'ENA : **changer un peu pour que rien ne change**

Jeudi 8 avril, Macron a annoncé la suppression de l'École nationale d'administration (ENA), dont sont issus une grande partie des hauts fonctionnaires.

Et de prétendre que c'est là une réponse aux revendications des gilets jaunes qui, à l'instar de nombreux travailleurs, voyaient dans l'ENA le symbole de l'élitisme, de l'arrogance et du mépris des dirigeants. Au gouvernement, on s'y connaît pour ce qui est de faire des grandes phrases et de changer les noms... sans évidemment changer les choses!

Macron veut remplacer l'ENA par un Institut du service public (ISP) dès 2022. Il a même déclaré qu'avec l'ISP, cela va « *changer radicalement la manière dont on recrute, dont on forme, dont on sélectionne, dont on construit les parcours de nos hauts fonctionnaires* ».

Avec l'ISP, les hauts fonctionnaires seront peut-être sélectionnés et formés un peu différemment. Mais cela ne modifiera en rien l'objectif principal, qui est de former des valets haut de gamme, compétents pour servir l'État des bourgeois, c'est-à-dire pour gérer les affaires de ceux qui possèdent les banques et les grandes entreprises.

Qu'il y ait 1% d'enfants d'ouvriers qui deviennent hauts fonctionnaires comme c'est le cas aujourd'hui ou un peu plus comme le

promet Macron avec l'ISP, que les hauts fonctionnaires ne puissent pas commencer leur carrière dans les ministères mais dans les préfectures, cela ne les rendra pas plus proches des travailleurs!

Si les dirigeants politiques prennent des mesures contre les classes populaires, ce n'est pas parce qu'ils ne connaîtraient pas le monde ouvrier, qu'ils seraient loin des réalités de la population ou qu'ils seraient des « technocrates incompetents » qui ne verraient pas les conséquences de leurs attaques. Non, s'ils font cela, c'est parce qu'ils ont été sélectionnés, triés et formés pour servir les intérêts de la classe dominante et que cela veut dire démolir les conditions de vie des classes populaires.

Tel est le métier de ces hommes de la bourgeoisie, des fonctions de sous-préfet à celles de conseiller ministériel, des postes de hauts cadres à ceux de PDG dans les grandes entreprises publiques et privées, ou bien de hauts gradés au sein de la police ou de l'armée. Ils ne sont jamais élus par la population ni contrôlés par les travailleurs et ils sont en poste bien plus longtemps



Promotion Senghor 2004 : Macron au milieu des 140 stagiaires de l'Ena, avec ses six amis.

que les présidents, ministres ou députés. Ils sont l'ossature de l'État.

Ce n'est pas seulement l'ENA ou ce type d'école qu'il faut supprimer, mais tout cet appareil de hauts fonctionnaires. C'est ce qu'ont fait les prolétaires parisiens quand ils ont pris le pouvoir dans la capitale, lors de la Commune, en 1871. À la place, ils ont choisi des travailleurs élus, révocables à tout moment, payés comme des ouvriers qualifiés, qui vivaient, travaillaient et agissaient sous le contrôle actif de la population en armes.

Arnaud Louvet

Marine Le Pen : par l'odeur alléchée

« *Mon objectif est d'être présidente de la République* », claironne Marine Le Pen dans les médias. Ses interventions visent à démontrer qu'elle est une politicienne comme les autres, autrement dit une responsable politique capable de faire payer la crise aux classes populaires.

Pour gagner, Le Pen veut se présenter comme présidentielle, c'est-à-dire capable de gouverner de manière aussi respectueuse des intérêts de la bourgeoisie que tous ceux qui ont occupé cette fonction. Pour montrer patte blanche, elle recentre donc son programme pour séduire les électeurs plus modérés de la droite traditionnelle. Elle déclare qu'elle est pour le remboursement de la dette afin de rassurer la petite bourgeoisie qui craint de perdre ses économies. Elle multiplie les références aux valeurs républicaines pour se détacher de l'image d'un parti opposé au système politique en vigueur. Dans un contexte où le gouvernement droitise

son langage pour draguer les électeurs du RN, elle peut même arriver à afficher l'image d'une politicienne plus mesurée.

Ne voulant plus apparaître comme la chef d'un parti antisystème, Le Pen propose même désormais d'être la présidente d'un « *gouvernement d'unité nationale* », invitation à la droite, voire à la gauche, à la rejoindre. Comme tout bon politicien bourgeois qui se respecte, elle sait que pour aller à la mangeoire, il peut être nécessaire de s'entendre avec ceux d'autres partis.

Quant au programme, il se limite pour l'essentiel à une critique des décisions confuses du gouvernement. Mais lorsque Le Pen prend position, ce n'est pas sur le terrain de la défense des travailleurs. Pour résoudre la crise dans les hôpitaux, elle ne parle d'aucune embauche, mais plutôt de faire venir en renfort les médecins retraités. Elle a beau parler de la retraite à 60 ans, elle est comme tous les

autres favorable à faire travailler les retraités et non pas à embaucher des jeunes.

Au-delà de la démagogie dont elle est capable en direction des classes populaires, c'est bien sur ce terrain de la lutte de tous les travailleurs contre les capitalistes qu'elle montre à quel point elle est du côté des ennemis du monde du travail. Comme elle ne dénonce jamais la responsabilité des capitalistes qui possèdent toute l'économie, on sait que, si elle arrivait au pouvoir, elle mènerait des politiques appauvrissant les travailleurs et soutenant ces capitalistes.

La première mesure que Le Pen dit vouloir mettre en œuvre si elle est élue est un référendum sur l'immigration. En cela, elle poursuit sa démagogie qui vise à faire croire que les travailleurs immigrés sont responsables de la crise. Une démagogie qui divise les travailleurs et les affaiblit dans leur résistance à l'aggravation de l'exploitation dans les entreprises.

Joséphine Sina

Écologie : Macron champion du monde... des promesses!

D'après la revue MIT Technology Review, la France serait le quatrième pays le plus écologique du monde. Ministres et députés de la majorité ont largement diffusé cette information sur tous les réseaux sociaux.

« *C'est un classement qui rend hommage à tous les efforts qui ont été faits, en particulier dans cette mandature* » a fanfaronné Wargon, la ministre déléguée au Logement. Mais cette étude est dénoncée par de nombreuses associations écologiques car elle a été financée par la banque américaine Morgan Stanley et valorise les pays riches qui polluent le plus! En fait, la France se retrouve en quatrième position dans ce drôle de classement tout simplement parce que la revue accorde une place très importante aux... promesses faites par le gouvernement en matière d'écologie. Là, il est classé deuxième!

Vu son absence d'actes dans le domaine de l'environnement, le gouvernement a sans aucun doute été lui-même surpris par

les résultats de cette revue. D'ailleurs, même cette dernière note sévèrement la France concernant ses réalisations, notamment sur la transition écologique et le développement des énergies renouvelables, où elle est à la 62^e position sur 76.

Pendant ce temps, dans la discussion de la loi climat à l'Assemblée nationale, le gouvernement français écarte par exemple toutes les mesures qui pourraient limiter le droit des industriels à faire de la publicité pour des produits polluants. Mais cette étude tombe à pic pour lui. Comme les autres, il ne veut pas s'en prendre aux profits des capitalistes et donc ne fait rien de sérieux en matière d'écologie, sauf des paroles.

A. L.



Régionales : des listes Lutte ouvrière pour contester la dictature capitaliste

Les élections régionales devraient se tenir les 20 et 27 juin. Si le bulletin de vote n'a pas le pouvoir de changer le sort des travailleurs, il peut leur permettre d'affirmer leurs intérêts politiques et matériels.

C'est pourquoi Lutte ouvrière sera présente à La Réunion et dans toutes les régions de la métropole, comme par exemple en Auvergne - Rhône-Alpes, où la liste est conduite par Chantal Gomez, dessinatrice technique.

Ouvriers dans la chimie, la plasturgie ou la métallurgie, enseignants, conducteur de bus, psychologue à l'hôpital ou agent administratif, les douze têtes de section de cette liste veulent profiter des élections régionales pour faire entendre le camp des travailleurs, dans cette période marquée par la pandémie et la crise économique qu'elle a aggravée.

Des grands groupes implantés dans la région, comme Michelin, Renault Trucks ou Danone, ont annoncé des suppressions d'emplois par milliers, malgré les profits réalisés depuis un an. La guerre économique qui fait rage entre les capitalistes est payée chèrement par les travailleurs, à coups de suppressions de jours de

RTT, de blocage voire de diminutions des salaires, d'intérimaires ou de sous-traitants renvoyés, de chômage partiel imposé une semaine, puis d'heures supplémentaires la suivante. De Michelin à Clermont-Ferrand jusqu'à la NTN-SNR à Annecy, les patrons utilisent le Covid pour aggraver l'exploitation dans les entreprises.

Des dizaines de milliers de travailleurs précaires dans les stations de montagne, l'hôtellerie-restauration, le spectacle ou l'événementiel ont été mis au chômage et se sont retrouvés, pour certains, sans contrat saisonnier et donc sans indemnités. Comment payer son loyer dans ces conditions ? Dans la métropole de Lyon, les recours pour loyers impayés ont augmenté de 55%. Dans cette ville, plus de 18 500 personnes n'ont pas de solution de logement et 5 500 sont carrément à la rue. Pendant ce temps, les propriétaires des boutiques de luxe se vantent d'avoir maintenu



La liste Auvergne - Rhône-Alpes.

leur chiffre d'affaires malgré l'absence de touristes étrangers. Les travailleurs sont poussés vers la misère, mais les bourgeois, eux, s'enrichissent !

Malgré ses 12 milliards d'euros de bénéfices en 2020, le groupe pharmaceutique Sanofi est gavé d'argent public. Lors d'une visite en juin sur le site de Marcy-l'Étoile (Rhône), Macron a apporté 200 millions d'euros. Sous prétexte de « permettre à Sanofi et à la France de lutter contre le virus », l'État, la région et l'Union européenne, aident la multinationale à développer son propre brevet

pour accumuler les profits dans les années à venir. En attendant son propre vaccin, Sanofi a passé un accord pour mettre en flacon celui de Johnson & Johnson. Cela se fera sans embauche et en changeant les horaires pour produire 24 heures sur 24. Pire, un plan dit "Fit 4 future" organise l'intensification des cadences et la suppression de postes dans de nombreux secteurs. Avant de mener la guerre contre le virus, Sanofi la mène contre les travailleurs !

Toute la planète manque de vaccins, des millions de travailleurs

sont au chômage mais aucun dirigeant politique n'imagine de contraindre les laboratoires, sous peine de réquisition, à faire les investissements nécessaires, à embaucher en masse et à céder leurs brevets afin que n'importe qui, n'importe où, puisse produire les vaccins. Seule l'intervention directe des travailleurs pourra les y obliger.

Voter pour les listes Lutte ouvrière sera un moyen d'affirmer que les travailleurs, parce qu'ils assurent le fonctionnement quotidien de toute la société, doivent la diriger.

PCF : un candidat à la présidentielle, pourquoi ?

Dimanche 11 avril, une convention nationale du PCF s'est prononcée à une large majorité pour que le parti soit présent à l'élection présidentielle de 2022.



L'ensemble des militants devra, d'ici le 9 mai, confirmer ce choix politique et désigner le candidat, mais personne ne doute que c'est au secrétaire national Fabien Roussel qu'il reviendra de porter les couleurs de son parti.

C'est précisément en

affirmant la nécessité d'apparaître à l'élection présidentielle, après que le PCF s'était effacé derrière Jean-Luc Mélenchon en 2012 et 2017, que Roussel avait été élu secrétaire national en 2018. Pour les militants du PCF qui s'acharnent à faire vivre leur parti dans les

entreprises et les quartiers, ce choix doit être d'autant plus réconfortant qu'il s'accompagne d'une floraison de déclarations radicales. Fabien Roussel affirme s'adresser au monde du travail, à ceux qui sont en colère. Et d'ajouter qu'il veut désormais un changement de société radical, que c'en est fini de la gauche qui déçoit, des candidats uniques de compromis, de toutes les erreurs du passé.

Puis, ayant repris son souffle, le secrétaire national du PCF précise, d'une part, qu'il participe et participera à toutes les discussions pré-présidentielles à gauche, d'autre part et surtout, que la vraie bataille et la vraie victoire se joueront après l'élection présidentielle, aux élections législatives. En effet, il s'agira là de garder et peut-être de conquérir bien mieux que

des pourcentages décevants pour des militants imprégnés d'illusions électorales, de réels et concrets sièges de députés. Or le PCF ne peut l'envisager qu'avec des alliances ou, au minimum, des accords de désistement avec le PS, LFI et les écologistes. Il est donc plus que probable que les discours radicaux du candidat en vue d'une présidentielle jugée perdue d'avance pour la gauche ne soient destinés qu'à satisfaire une partie des militants. Quant aux affaires sérieuses, les sièges gagnables, elles se traiteront dans les couloirs avec les habituels partenaires et concurrents. Ainsi, le maintien jusqu'au bout de la candidature Roussel dépendra beaucoup plus de l'avancée des discussions sur les élections législatives que des sentiments et des besoins politiques des militants de

base du PCF.

Pour ce qui est du programme politique, le PCF dit vouloir « une vraie politique de gauche ». On a eu une idée de ce que cela peut devenir concrètement lorsque la gauche parvient au gouvernement, comme sous la présidence Hollande. Ce ne sont là que des mots derrière lesquels le vrai problème du PCF reste que, pour avoir des élus, censés représenter les intérêts populaires, il doit s'allier avec des partis et des politiciens soucieux des intérêts de la bourgeoisie et pas de ceux de la population. « Ceux qui souffrent », pour reprendre les mots de Fabien Roussel, y compris les militants du PCF qui vivent et militent parmi eux, devront trouver une autre voix pour se faire entendre.

Paul Galois

Enseignement: **Blanquer** et la loi hiérarchique

Le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, est omniprésent sur les plateaux de télévision pour se présenter comme le défenseur de la laïcité, d'après lui mise à mal dans les écoles.

Cette propagande mensongère est en fait un des éléments de la pression exercée sur le monde enseignant pour le mettre au pas.

À l'instar de la ministre de l'Enseignement supérieur qui avait affirmé que l'université était gangrenée par l'islamo-gauchisme, Blanquer s'en prend à «une partie de la gauche qui a dérivé, cette frange à la victimisation comme boussole, par peur, lâcheté et clientélisme. [...] On doit être d'une extrême vigilance». Le propos est suffisamment vague pour ne rien vouloir dire. Mais le ton est donné: ce sont bien des enseignants de gauche qui sont visés, tout comme l'UNEF, le syndicat étudiant accusé les semaines passées

de dérive «fasciste» par le même Blanquer.

Imposer un discours unique derrière ce qu'il appelle les valeurs de la République est l'une de ses manières d'essayer de faire taire les enseignants et donc de limiter les moyens de contester sa politique.

Ainsi, au moment de l'attentat contre Samuel Paty, le ministre avait accepté la tenue de réunions. Mais la veille de la rentrée, craignant que les réunions de professeurs ne tournent en critique de sa politique sanitaire et éducative, il a opéré une volte-face et intimé l'ordre aux enseignants de prendre les élèves sans leur laisser le temps de discuter entre eux et de partager

leur émotion.

Dans de nombreux établissements, les enseignants ont passé outre, se sont réunis et se sont heurtés à leur administration. C'est dans ce cadre que plusieurs enseignants, à Saint-Denis et à Choisy-le-Roi, ont été convoqués en mars au rectorat de Créteil en vue d'être sanctionnés.

Le cas du lycée Ange-la-Davis, à Saint-Denis, est significatif. Ce lycée, comme nombre de lycées de Seine-Saint-Denis, cumule les difficultés: des classes surchargées, des professeurs non remplacés. Mais c'est aussi un lycée combatif. En 2019, après une réaction collective, le rectorat a diligencé une inspection générale pour étudier les manquements à la laïcité dans le lycée! De cette inspection, il n'est dans un premier temps rien sorti.



Malgré cela, suite à la mobilisation en novembre 2020 pour l'application d'un protocole sanitaire, le couperet est tombé. Quatre enseignants, dont trois militants syndicaux, ont alors été convoqués pour sanction. Les prétextes invoqués sont multiples: non-respect de la laïcité mais aussi manquements à la hiérarchie. Car c'est bien le fond du problème. Le ministère, par la voix des recteurs

d'académie ou des chefs d'établissement, veut sévir contre les contestataires, apprendre aux enseignants à se taire même devant le meurtre d'un des leurs, et globalement à obéir au gouvernement. Il craint tout simplement la colère que sa politique finira forcément par faire exploser parmi les travailleurs de l'enseignement, comme parmi les autres.

Aline Urbain

Lycée Jacques-Brel – Choisy-le-Roi: mobilisés contre des menaces de sanctions



Devant le rectorat de Créteil le 8 avril.

Jeudi 8 avril, devant le rectorat de Créteil, 130 personnes se sont rassemblées en soutien à Lahcène, un enseignant du lycée professionnel Jacques-Brel, à Choisy-le-Roi dans le Val-de-Marne.

Celui-ci était convoqué dans le cadre d'une procédure disciplinaire pour une seule raison: avoir tenu tête

à sa proviseure.

Le 2 novembre 2020, premier jour de la rentrée après les vacances de la Toussaint,

tous les établissements scolaires devaient organiser un hommage à Samuel Paty, professeur assassiné pour avoir fait un cours sur la liberté d'expression. Le ministère de l'Éducation avait prévu dans un premier temps la tenue de réunions

pour permettre aux enseignants d'en discuter. Puis Blanquer avait annoncé la suppression de ces deux heures de concertation.

Au lycée Jacques-Brel, la proviseure a tenté à deux reprises d'empêcher la tenue d'une telle réunion. Il s'en est suivi un échange vif avec Lahcène et un autre enseignant, tous deux représentants syndicaux. Suite à un rapport de cette proviseure, les deux enseignants, ainsi qu'un troisième, absent lors des faits, mais qui a le tort d'être lui aussi représentant syndical, ont été convoqués au rectorat en décembre. Enfin, en mars, lors d'une deuxième convocation, l'un d'entre eux s'est vu clairement dire qu'il n'avait pas à juger son supérieur hiérarchique. En résumé, un fonctionnaire doit obéir sans discuter et Lahcène a appris qu'une procédure disciplinaire était ouverte à son encontre et qu'il était passible

d'une sanction pouvant aller jusqu'à la révocation.

Plus de la moitié des enseignants du lycée et des agents étaient présents au rassemblement pour accompagner Lahcène au rectorat. Il y avait aussi des enseignants de plusieurs autres établissements et écoles, des agents territoriaux, des agents de la RATP eux-mêmes en butte à la répression dans leur entreprise, et des militants syndicaux d'autres entreprises. Prises de parole, slogans, chanson, l'ambiance était déterminée et joyeuse sous le soleil.

Tous voulaient affirmer à cette occasion leur refus de baisser la tête et de se laisser mettre au pas, surtout dans cette période de crise où les travailleurs et une grande partie de la population ont de nombreuses raisons d'exprimer leur mécontentement.

Correspondant LO

Blanquer 007

Toutes les plateformes numériques de l'Éducation nationale ont été saturées dès le 8 avril mais Blanquer a trouvé une explication pour ce forfait contre «la classe à la maison» du CNED, seul site dépendant de son ministère. «Il a été

victime d'attaques informatiques apparemment venues de l'étranger.» C'est sûr: l'étranger doit être jaloux du système éducatif français toujours classé 23^e des pays de l'OCDE.

En réalité, même si des hackers ont utilisé des

ordinateurs à l'étranger, cela ne dit rien sur leur localisation et, surtout, ces attaques mineures ne peuvent rien expliquer. Ni pourquoi «les parades simples contre ce type d'attaques» n'ont pas été mises en place, comme le dit un chercheur en

cybersécurité cité par *Le Figaro*. Ni surtout pourquoi le CNED n'a multiplié que par quatre ses moyens virtuels, alors que les besoins étaient bien supérieurs.

L'explication de Blanquer a eu au moins le mérite d'égarer la journée des

enseignants, qui se sont défoulés sur les réseaux sociaux en accusant qui les Russes, qui les Nord-Coréens, d'empêcher la cinquième B de Nogent-le-Rotrou d'envoyer son devoir de technologie.

A.U.

Calais : les migrants enfermés protestent

Un mouvement de protestation vient d'avoir lieu au Centre de rétention administrative de Coquelles (CRA), près de Calais. C'est dans de tels lieux que sont enfermés les migrants qui sont interpellés en situation irrégulière pour être renvoyés dans un autre pays, souvent leur pays d'origine.

L'absurdité de cet enfermement apparaît d'autant plus que, en raison de la crise sanitaire qui a bloqué les frontières et supprimé les liaisons par avion, l'expulsion est quasi impossible. Le centre est devenu une prison.

Le 25 mars, les « retenus » ont donc refusé de se rendre au réfectoire, protestant collectivement contre leurs conditions de rétention

inhumaines. Ils ont souvent faim, sont laissés sans activité ni distraction, ni sport, ni sortie. Alors que beaucoup ont des problèmes de peau ou de dents, ou sont en détresse psychologique, ils n'ont quasiment pas accès aux soins, voire sont empêchés de prendre leur traitement médical habituel. Ils protestaient aussi contre les abus policiers, le racisme, les insultes, les vexations,

les violences physiques. Lors de ce mouvement, il y a eu un peu de bousculade sous la pression policière et les autorités en ont pris prétexte pour accuser et condamner deux des retenus à 4 et 6 mois de prison ferme.

La répression contre les migrants se durcit, comme le dénoncent les associations qui leur viennent en aide. À Calais, depuis des années, la police procède au démantèlement de leurs camps en détruisant tentes, duvets et affaires personnelles. Ces évacuations se sont intensifiées au rythme d'une toutes les 48 heures, et celle du

mardi 6 avril s'est déroulée dans des conditions particulièrement odieuses. « On a franchi un cap dans l'acharnement », dénonce une militante de l'association Salam, « faire une évacuation à 18 heures alors qu'il neige et qu'on laisse les personnes sans tente, c'est de l'humiliation. » Les autorités ont ainsi choisi de ne pas activer le plan grand froid qui permet d'ouvrir un hangar pour abriter les migrants, les laissant ainsi dehors alors qu'il faisait 2 degrés.

Cette opération intervient quelques jours après une décision judiciaire favorable aux migrants. La

maire de Calais avait demandé qu'un terrain occupé par des réfugiés érythréens soit évacué, mais le tribunal administratif de Lille a jugé la demande irrecevable, ayant constaté l'absence d'insalubrité et de plainte du voisinage, prétextes invoqués par la maire.

C'est donc au mépris de ce jugement, que la préfecture a procédé à l'expulsion du terrain, mais en s'appuyant cette fois-ci sur le « délit d'installation illicite de terrain ». C'est donc une décision ignoble... dans la légalité!

Correspondant LO

Travailleurs sans-papiers : pour la régularisation immédiate

Mercredi 7 avril, plusieurs centaines de travailleurs sans papiers, membres des différents collectifs d'Île-de-France, sont venus protester devant la préfecture de Bobigny, en Seine-Saint-Denis.



Rassemblement de sans-papiers, le 7 avril à Bobigny.

Lors des nombreuses prises de paroles, ces damnes de la terre sont venus rappeler qu'eux, les travailleurs migrants, les travailleuses et travailleurs sans-papiers, constituent une part majeure de cette première ligne à laquelle Macron a rendu hypocritement hommage. Dans le nettoyage, sur les chantiers, sur les lignes de fabrication, ils risquent leur vie pour tenter de la gagner, ce sont souvent eux qui ont fait tourner le pays... Et pour quelle reconnaissance de la part de leurs exploiters et du gouvernement?

Ils sont aussi souvent

les premiers licenciés, des patrons sans scrupule profitant de la situation pour s'en débarrasser, sans qu'ils aient droit à des indemnités ni au chômage partiel. De leur côté, l'État et la préfecture semblent profiter de la situation de crise sanitaire pour renforcer les tracasseries bureaucratiques et transformer les prises de rendez-vous administratifs en parcours du combattant infranchissables. De nombreux travailleurs ont témoigné de la façon dont la dématérialisation des prises de rendez-vous et le tout-Internet se traduisent dans la réalité par

une impossibilité totale d'obtenir un rendez-vous. Des travailleurs bénéficiant d'une carte de séjour d'un an se trouvent de nouveau rejetés dans la clandestinité faute d'avoir obtenu un rendez-vous de renouvellement dans les délais légaux. Certains demandeurs accumulent des dizaines de captures d'écrans afin de prouver leurs tentatives et d'entamer une plainte contre l'État auprès du tribunal administratif.

Cette situation doit cesser, toutes les travailleuses et travailleurs sans-papiers doivent être régularisés.

Correspondant LO

Foyer Manouchian – Vitry : relogement pour tous !

Le foyer Manouchian de Vitry, dans le Val-de-Marne, géré par l'Association Départementale d'Études et de Formation (ADEF), héberge aujourd'hui plusieurs centaines de travailleurs immigrés africains. Sa fermeture vient d'être annoncée.

En 1980, chassés par le maire de droite d'un foyer de Saint-Maur, dans le même département, 300 immigrés arrivaient dans ce foyer à Vitry. L'accueil de la municipalité PCF de l'époque fut hostile. Le maire lui-même, au volant d'un engin de chantier, tenta d'empêcher leur installation en causant des déprédations à l'un des bâtiments. Ce triste et retentissant fait d'armes est resté connu sous le nom de « l'affaire du bulldozer de Vitry ».

Depuis, le nombre de résidents n'a cessé d'augmenter, certains avec un titre d'hébergement, d'autres non, tant les difficultés pour se loger sont nombreuses pour ces travailleurs

immigrés africains souvent en situation précaire.

Dans ces conditions, toutes les autorités concernées savaient que la fermeture du foyer Manouchian et le transfert des résidents dans un nouveau foyer, récemment construit à 200 mètres de là, poserait problème.

Les autorités et l'ADEF ne veulent pas entendre parler des résidents « non officiels ». Les occupants du foyer, eux, veulent que tout le monde soit relogé et c'est leur revendication principale. En attendant, un piquet permanent de résidents contrôle 24 heures sur 24 les entrées et sorties dans le foyer, empêchant



les camions de déménagement d'approcher et incitant à ne pas accepter le transfert dans le nouveau foyer. À ce jour, seule une poignée de locataires ont accepté de

déménager.

Ce combat s'annonce difficile mais ce foyer a une longue tradition de lutte : depuis très longtemps sans comité de travailleurs sans

papiers y est très actif et les liens de solidarité, familiaux ou autres, entre résidents sont solides. Ils en auront besoin.

Correspondant LO

Haiti : le pouvoir, inspirateur et otage des gangs

Dimanche 11 avril, sept religieux catholiques, dont deux Français, ont été enlevés par un gang armé dans la banlieue de Port-au-Prince, en Haïti.

Celui-ci réclame un million de dollars et menace d'assassiner les otages si la rançon ne lui était pas versée.

Du coup, les médias français semblent découvrir l'existence de ce type de brigandage en Haïti et s'en indignent. Mais ce n'est pas un fait récent. Ce gang, nommé « 400 Mawozo », n'est pas un cas isolé. Ils sont une centaine au moins à semer la terreur dans le pays, multipliant les brutalités, les viols, les assassinats et kidnappant des personnes pour une demande de rançon, pas seulement des riches mais aussi des pauvres qui n'ont rien à leur donner.

La population en a assez

de cette terreur et l'a exprimé à plusieurs reprises par des manifestations. Le 3 avril, ce fut au tour de centaines de femmes de descendre dans les rues de Port-au-Prince pour dénoncer la violence de ces gangs et l'incapacité du gouvernement de Jovenel Moïse à mettre fin à leurs agissements. Et pour cause, cela fait des années que les gouvernements qui se sont succédé dans ce pays ont armé des bandits pour les aider à se maintenir au pouvoir en réprimant toute opposition par la terreur et la mort, sans que les dirigeants des États dits démocratiques s'en émeuvent.

Marianne Lamiral

Dans le dernier numéro de leur mensuel, La Voix des Travailleurs, les militants trotskystes de l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (OTR-UCI) rapportent comment les bandes criminelles ont été créées et armées par le pouvoir en place.

«[...] Face à la campagne de terreur des gangs criminels contre la population, Jovenel Moïse devait réagir. Et là, il montre qu'il ne dirige plus rien. Devant l'avancée des gangs armés qui le mettent à genoux, il lance un appel désespéré aux USA par le biais de l'OEA [Organisation des États américains] et l'ONU. «J'ai sollicité de l'ONU un appui technique et logistique pour la PNH [la police nationale d'Haïti], afin de combattre le banditisme en Haïti et de renforcer le programme de réduction de la pauvreté», a-t-il déclaré dans un tweet.

Les milices, les paramilitaires, les gangs criminels sont une constante dans la politique du pays. Devant l'incapacité des classes dominantes à satisfaire les revendications de la majorité de la population, tous les gouvernements ont toujours eu recours à ces bandes de malfrats pour

prendre et conserver le pouvoir. À ce titre, Jovenel Moïse n'est pas le premier président qui se sert des bandes armées pour noyer dans le sang les aspirations de la classe ouvrière et des masses exploitées au profit de la classe des politiciens corrompus et de la bourgeoisie.

C'est pour contrer l'avancée de ses opposants au moment des contestations de « pays lock » que Jovenel Moïse s'est véritablement tourné vers les gangs. Il les a encouragés, les a financés, les a armés pour garder son pouvoir. Dans leur évolution, ces bandes criminelles ont élargi leurs actions en s'adonnant à toutes sortes de crimes, de trafics, en se vendant aux plus offrants au point de s'affranchir de la tutelle du chef de l'État.

Avec l'argent du kidnapping, de la drogue, du commerce d'armes, les gangs criminels occupent de nombreux territoires dans le

pays. Lourdemment armés, se servant des riverains comme de boucliers, ils sont une vraie épine aux pieds de Jovenel Moïse, mais surtout à ceux des travailleurs, des masses exploitées qui subissent leurs forfaits.

L'appel de Jovenel Moïse au gouvernement américain est une diversion. Bien que les gangs armés torpillent ses actions, le réduisant au rang de faire-semblant, ridiculisent la police, il n'a aucune volonté et encore moins les moyens de les affronter.

À plusieurs reprises, dans les médias, dans les rues, des gens de la population manifestent clairement leur désir d'aller en découdre avec les bandits qui se terrent dans les quartiers populaires. Ils disent haut et fort que la solution viendra de leur implication, de leurs luttes. Ils ont raison. Devant une population révoltée et déterminée, même une armée ne peut résister. Mais il ne suffit pas de faire déguerpir les gangs, il faut aussi détruire le système politique et économique qui leur a donné naissance.

La Voix des Travailleurs



À Port-au-Prince.

Brésil : catastrophe sanitaire, Bolsonaro persiste et signe

Au Brésil, l'épidémie semble maintenant hors de contrôle. Le pays totalise officiellement plus de 350 000 morts du Covid, et chaque jour près de 4 000 autres viennent s'y ajouter.

On manque de bouteilles d'oxygène. Des malades intubés se réveillent, faute de sédatifs en suffisance. Les files d'attente s'allongent devant les Urgences des hôpitaux, au point que beaucoup décèdent avant qu'on les prenne en charge. Les cimetières restent ouverts la nuit et les enterrements se font en continu, à la lumière des projecteurs. La religion prend le relais des soins : on a vu une foule à genoux, en prière devant un hôpital de l'État de Santa Catarina, dans le Sud.

Cette catastrophe n'émeut pas le président Bolsonaro, qui continue de refuser toute mesure générale de précaution ou de confinement. Il critique les maires ou gouverneurs d'État qui en instaurent. Son refrain est : « Le Brésil doit retourner au travail ! »

Pourtant, le nombre de ceux qui le suivent aveuglément semble diminuer, une baisse de popularité qui réduit aussi le nombre de ses fidèles dans les milieux

dirigeants. Pour ne pas se déconsidérer, les politiciens des partis clientélistes du centre commencent à critiquer l'irresponsabilité du président.

Banquiers et patrons font de même, et exigent des mesures contre la pandémie. Bolsonaro a sans doute voulu

leur plaire en relançant la privatisation de 500 km de lignes de chemin de fer et de 22 aéroports, de la poste et d'infrastructures dans l'électricité, l'eau, l'assainissement. Les capitalistes brésiliens y auront leur part, bien sûr, mais ils voient bien que le plus gros sera acheté par des groupes internationaux, et sans doute à des prix bradés, à cause de la pandémie et de la chute du real, la

monnaie nationale.

Les militaires eux-mêmes, auxquels l'ex-capitaine Bolsonaro octroie une bonne partie des postes de responsabilité, se sentent du vague à l'âme. Ministre de la Santé, le général d'active Pazuello a servi de bouc émissaire et a été remercié. Pour ne pas être eux aussi déconsidérés, les chefs des trois armes ont profité du changement du général ministre de la Défense, le

29 mars, pour remettre leur démission. Les militaires occupent toujours la moitié des ministères, 6 000 postes dans la haute administration, et dirigent un tiers des entreprises publiques. Mais l'état-major s'est mis sur la réserve, en position de recours si Bolsonaro coulait.

Les travailleurs, eux, n'ont pas cette faculté de se mettre sur la réserve. Ceux qui sont restés au travail sont exposés au Covid, dans la santé, dans le nettoyage, et aussi dans les usines. À São Bernardo par exemple, dans la banlieue sud de São Paulo, chez Volkswagen comme chez Mercedes, sur 8 500 ouvriers, 1 500 sont contaminés. Et pour les millions qui se retrouvent licenciés, ou qui ont perdu le petit boulot qui leur permettait de survivre, c'est la misère et parfois la faim.

La pandémie ajoutée à la crise économique menace de ramener le monde du travail des dizaines d'années en arrière. Bolsonaro, lui, claironne fièrement que tout va pour le mieux, et dans le fléau de la pandémie, c'est un fléau supplémentaire.

Vincent Gelas



AMANDA PEROBELLI/REUTERS

Rwanda : l'impérialisme français responsable et coupable

Il y a tout juste 27 ans, le 6 avril 1994, débutait le génocide des Tutsis au Rwanda. Si la dictature rwandaise put alors orchestrer le massacre de près d'un million de personnes c'est parce qu'elle avait été aidée, armée et soutenue jusqu'au bout par l'État français.

Le rapport des historiens de la commission Duclert, triés sur le volet par Macron, qui vient d'être publié, fait semblant de reconnaître les « lourdes responsabilités » de la France. Mais en réalité, en se contentant d'incriminer les responsables politiques de l'époque, il dédouane l'État français de sa complicité profonde.

Depuis des années, des historiens, des rescapés, des journalistes et même des militaires français ont dénoncé les crimes commis au Rwanda par l'armée, les diplomates, les gouvernants et les banques françaises qui ont financé les achats d'armes. Mais le négationnisme était la règle absolue du discours officiel de l'État français. Négation de l'existence de ce génocide, puis du rôle de la France, puis de l'aide apportée directement aux assassins avec l'opération militaire Turquoise.

Tout le rapport vise donc à un savant équilibre entre la reconnaissance des responsabilités des autorités françaises de l'époque et le

fait d'en disculper en même temps la France en tant que puissance impérialiste. S'en prendre à Mitterrand et ses réseaux africains est en donc la pierre angulaire. Ce n'est pas difficile tant Mitterrand a été un des meilleurs défenseurs de la colonisation puis des intérêts français en Afrique après les indépendances. Ses ignominies africaines sont multiples. Son formatage intellectuel colonial, raciste et ethniste était total. Et il n'avait pas hésité à affirmer en 1994 : « Pour ces gens-là, un génocide ce n'est rien. » Mais ce ne sont pas ses choix personnels, ses amitiés avec Habyarimana et sa femme ou ses préjugés immondes qui expliquent sa politique au Rwanda. Ils n'étaient qu'un aspect secondaire de la domination impérialiste française, dont tous les politiciens de l'époque étaient les serviteurs.

En mettant toute la responsabilité sur Mitterrand, ces mêmes responsables qui ont du sang sur les mains, tentent de s'innocenter. Alain Juppé, ministre des Affaires

étrangères de l'époque, a affirmé dans une interview : « Nous n'avons pas réalisé qu'un génocide submergeait le Rwanda », ou encore, « nous n'avons pas mesuré que nous abandonnions, en quittant Kigali avec le dernier avion français le 14 avril, des centaines de milliers de Tutsi promis à la mort, des morts atroces, insoutenables. » Cette version a été démentie maintes fois. Mais il ose se dédouaner encore en ajoutant : « Nous n'avons pas compris qu'un génocide ne pouvait supporter des demi-mesures. »

Pour l'État français, non seulement il n'est pas question de reconnaître la moindre complicité, ce qui pourrait donner prise à des attaques en justice. Mais plus profondément, il n'est pas question de remettre en cause sa politique africaine. Après la décolonisation, tous les gouvernements ont œuvré à maintenir les intérêts des capitalistes français dans ce qu'ils considéraient comme leur pré carré. Pour ce faire, ils ont soutenu les pires dictatures, défendu des gouvernements contre leur population, envoyé l'armée à de nombreuses reprises. Le soutien au dictateur rwandais Habyarimana était un aspect de cette politique. Que cette dictature ait reposé sur des massacres de Tutsis, tous les



hommes politiques français le savaient très bien car cela durait depuis des décennies. Mais la chute de ce régime signifiait l'arrivée au pouvoir de la seule force d'opposition conséquente, le Front populaire rwandais (FPR), composé principalement de Tutsis exilés de force. Et avec elle, les intérêts anglo-saxons risquaient de prendre la place dans ce pays, au cœur de la région des Grands Lacs, et donc de la plus riche région minière d'Afrique.

C'est exactement la même préoccupation pour les intérêts français qui guide Macron aujourd'hui. Depuis la victoire du FPR, la France a perdu pied au Rwanda et l'impérialisme français voudrait renouer avec le régime de son dirigeant actuel, Paul Kagamé, et avec les affaires. Pour cela, il faut se débarrasser de l'accusation

de complicité de génocide. Le rapport de la commission est un élément non négligeable de cette opération diplomatique-capitaliste.

On ne sait pas si Macron présentera des excuses au Rwanda et si Kagamé les acceptera, pour le plus grand bien des Bouygues, Total et autres capitalistes gavés de sang africain. En revanche, pour ne pas être les spectateurs impuissants des prochains massacres commis avec le soutien de l'armée française, il faut comprendre que l'impérialisme français en tant que tel est coupable et responsable du génocide. Aucune excuse officielle ne lavera ces crimes. Combattre l'impérialisme français, la misère et la barbarie qu'il fait régner dans les trois quarts de l'Afrique est la seule façon de venger les morts.

Marion Ajar

Sahel : la population victime des soldats du G5

Les 27 et 28 mars derniers, des soldats tchadiens du G5 Sahel ont envahi le village de Tera, dans l'ouest du Niger, et ont violé plusieurs femmes.

Devant les témoignages qui ont afflué à la télévision nigérienne, le ministère des Affaires étrangères tchadien et l'état-major du G5 Sahel ont bien été obligés de reconnaître les faits.

Ces deux nuits-là, ces soldats ivres sont entrés de force dans les habitations, ont tenu les hommes en respect avec leurs armes et ont violé les femmes sous leurs yeux. Des témoins ont raconté comment une jeune mère de famille, une femme enceinte et une fillette de 11 ans avaient été violées par les soudards.

Ces hommes appartiennent au bataillon de 1200 soldats tchadiens dont Macron s'était vanté, lors du dernier sommet du G5 Sahel, d'avoir obtenu le déploiement dans la zone dite des trois frontières. Ils étaient

censés protéger la population des attaques djihadistes. Il n'aura pas fallu deux mois pour que l'on voie ce qu'il en est. Les prétendus protecteurs se sont avérés être la pire des menaces.

L'armée tchadienne est partout connue pour sa brutalité contre la population. En 2014, en Centrafrique, les experts de l'ONU avaient dénoncé les attaques qu'elle avait perpétrées contre des villages situés dans sa zone d'intervention. Meurtres, pillages, extorsions forcées étaient son œuvre quotidienne. Le Tchad avait été contraint de retirer ses hommes après l'ouverture d'une enquête sur le mitraillage par son contingent d'une zone de marché et de centres médicaux à Bangui.

Aujourd'hui, le Tchad et le G5 Sahel affirment que



Soldats tchadiens déployés dans le cadre du G5 Sahel et équipés par les USA.

les coupables seront jugés et punis. Comme si ces crimes barbares étaient des actes isolés, juste imputables à quelques soldats dévoyés ! L'armée tchadienne utilise au Niger, mais aussi dans les zones où elle combat Boko Haram à la frontière du Nigeria, les méthodes dont elle est coutumière au Tchad. Macron la sollicite pour ses méthodes expéditives, le

contingent tchadien ayant la réputation de ne pas se débander à la première attaque djihadiste. Mais cela va de pair avec l'exécution aveugle des prisonniers qui tombent entre ses mains, combattants ou civils, et l'habitude de considérer qu'elle a tous les droits sur la population locale.

Ces crimes ne sont ni les premiers ni les derniers, et

les dirigeants français en sont complices. En plus d'être particulièrement odieux, ils ne peuvent que jeter les habitants dans les bras des djihadistes, l'armée tchadienne n'étant d'ailleurs pas la seule à en commettre. Les armées malienne, burkinabé, mais également l'armée française font aussi leur lot de victimes dans la population.

Daniel Mescla

Des combattants de tous les pays

La Commune de Paris fut un soulèvement populaire dans lequel s'engagèrent logiquement les nombreux travailleurs d'origine étrangère qui peuplaient la capitale. Ils y trouvèrent toute leur place.

Paris, ville d'une immigration essentiellement économique, comptait, à la fin du Second Empire, peut-être 200 000 étrangers : en premier lieu des Belges et des Allemands (dont une partie quittèrent la ville lors de la guerre franco-prussienne), des Suisses, des Luxembourgeois, des Italiens... Un certain nombre de provinciaux (Alsaciens, Savoyards...), pas toujours francophones, étaient souvent vus comme des étrangers. La capitale accueillait également environ 4 000 Polonais en exil, qui avaient fui la répression des insurrections de 1831, 1846 et 1862 pour une Pologne indépendante.

La République universelle

Dans le contexte de la guerre, une partie des communards exprimaient leur patriotisme, lié à leur volonté de défendre une République, dont ils voulaient qu'elle soit une république sociale. Ils se souvenaient bien sûr des guerres de la Révolution française contre les puissances monarchiques.

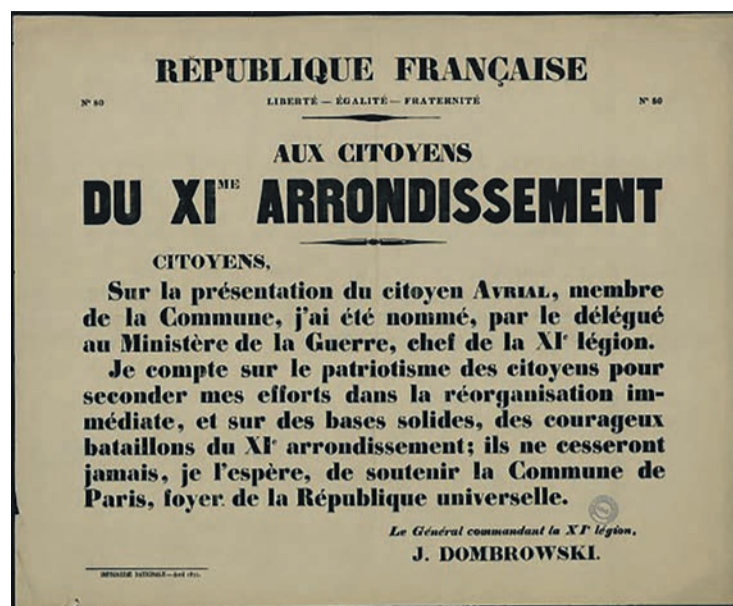
Mais la Commune considérait aussi que son drapeau était « celui de la République universelle ». Elle donna logiquement aux étrangers qui la servaient le droit d'être élus, « car toute cité a le droit de donner le

titre de citoyen aux étrangers qui la servent ». Par ailleurs, elle leur accorda les mêmes droits sociaux qu'aux Français : accueil dans les écoles publiques, bénéfice des allocations aux familles des gardes nationaux. Le militant de l'Internationale Jules Nostag écrivait ainsi : « Les patries ne sont plus que des mots. Naître ici ou là, du seul fait du hasard, des circonstances, change notre nationalité, nous fait amis ou ennemis ; répudions cette loterie stupide. ... La France est morte, vive l'humanité ! » (16 avril 1871, cité par Julien Chuzeville, *Léo Frankel*, Éditions Libertalia, 2021, p. 52).

Le plus connu des communards étrangers est le Hongrois Léo Frankel, délégué au Travail. Les Belges furent particulièrement nombreux parmi les communards ; mais les Italiens, les Luxembourgeois, les Suisses, les Polonais étaient également plusieurs centaines. Des militants de l'Association internationale des travailleurs (AIT) participèrent à la lutte, de même que bien d'autres comme Joseph Lucien Combatz. Né en Savoie avant que celle-ci fût annexée par la France, il avait combattu avec Garibaldi pour l'unité italienne, ainsi que dans une insurrection républicaine en Espagne en 1869. Il fut nommé brièvement directeur des télégraphes de la Commune puis prit part aux combats.

« Une nuée de sauterelles cosmopolites »

Des Polonais jouèrent un rôle important, en particulier dans les combats, où leur expérience militaire



était précieuse. Des trois armées de la Commune, deux étaient commandées par Jaroslaw Dombrowski et Walery Wroblewski, qui avaient participé au soulèvement polonais de 1862-1863. Dombrowski, 35 ans, proposa d'attaquer tout de suite Versailles, ce qui ne fut pas fait et que la Commune paya chèrement. Il joua ensuite un rôle essentiel dans l'organisation de l'armée de la Commune, et acquit une grande popularité. Après avoir défendu l'ouest de Paris contre les Versaillais, il fut mortellement blessé le 24 mai sur une barricade du 18^e arrondissement. Quant à Wroblewski, il organisa la résistance au sud de Paris, puis place du Château d'Eau (aujourd'hui place de la République), avant de réussir à se cacher et à gagner l'Angleterre, où il fut membre du Conseil général de l'AIT.

La presse versaillaise se

moquait de l'implication des « Polonais interlopes » (*Le Figaro*). Plus généralement, la Commune fut accusée d'être un ramassis d'étrangers, une « nuée de sauterelles cosmopolites [qui s'est abattue] sur la France ». Le journal *Le Gaulois* écrivait le 20 avril : « Paris est au pouvoir de l'insurrection, mais l'insurrection est au pouvoir de l'étranger. » Pendant les exécutions sommaires de la Semaine sanglante, il semble que les étrangers aient été particulièrement visés.

Le mouvement ouvrier international se solidarisa sans tarder avec l'œuvre du prolétariat de Paris, et en fit son patrimoine. L'AIT et ses différentes sections lui rendaient hommage : « *Le Paris ouvrier, avec sa Commune, sera célébré à jamais comme le glorieux fourrier d'une société nouvelle* », affirma Karl Marx dans *La guerre civile en France*, le 30 mai 1871.

Michel Bondelet

Notre série d'articles sur la Commune, commencée dans notre n° 2746 du 19 mars, se poursuivra dans nos prochains numéros.

Elisabeth Dmitrieff, 20 ans, militante et combattante

Née dans une famille de la noblesse russe, Elisabeth Dmitrieff (1851-1910) était devenue socialiste toute jeune. À Genève, elle avait contribué à créer une section de l'Internationale, avant de gagner Londres. En mars 1871, Karl Marx, qui y animait la direction de l'AIT, demanda à celle qui y était connue comme la « Russian lady » de se rendre à Paris. Elle y fonda, avec Nathalie Le Mel, l'Union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés. Cette association fut très active, notamment en organisant les ouvrières pour qu'elles forment des chambres syndicales. Puis ses membres, dont



Elisabeth Dmitrieff.

Elisabeth Dmitrieff, participèrent aux combats. À l'issue de la Semaine sanglante, elle parvint à s'échapper en Suisse, puis en Russie, où sa trace se perd en déportation en Sibérie, vers 1910.

Léo Frankel, révolutionnaire internationaliste

Le Hongrois Léo Frankel (1844-1896), artisan orfèvre de profession, fut élu membre de la Commune, puis de la commission du Travail et de l'Échange. Il fut à l'origine de ses principales mesures, comme l'interdiction du travail de nuit pour les ouvriers boulangers, l'interdiction des amendes et retenues sur les salaires, ou encore l'enquête sur les ateliers abandonnés, en vue de les exploiter « par l'association coopérative des travailleurs qui y étaient employés ». « *La Révolution du 18 mars a été*

faite exclusivement pour la classe ouvrière, disait-il. *Si nous ne faisons rien pour cette classe, nous qui avons pour principe l'égalité sociale, je ne vois pas la raison d'être de la Commune.* » Il participa ensuite aux combats de la Semaine sanglante, fut deux fois blessé sur une barricade rue du Faubourg Saint-Antoine, et fut sauvé par Elisabeth Dmitrieff. Il s'exila, gagna Londres où il fut élu membre du Conseil général de l'AIT. Lié à Marx et à Engels, il milita pendant encore 20 ans à Londres, à

Vienne, à Budapest où il fut un des fondateurs du Parti général ouvrier hongrois en 1880, et où il fit deux ans de prison. Il termina sa vie à Paris et fut enterré au cimetière du Père-Lachaise. Dans ses dernières volontés, il écrivait :

« *Ayant vécu libre-penseur, je veux mourir de même. Je demande donc qu'aucun prêtre d'aucune Église n'approche de moi, soit à l'heure où je meurs, soit à mon enterrement, pour « sauver » mon âme [...]. Je ne crois ni à l'enfer, ni au ciel, ni aux châtements*

ni aux récompenses dans un autre monde. Enfer et ciel, châtements et récompenses vivent dans la conscience de chacun. [...] Je meurs sans crainte. [...] Mon enterrement doit être aussi simple que celui des derniers crève-la-faim. [...] La seule distinction que je demande c'est d'envelopper mon corps dans un drapeau rouge, le drapeau du prolétariat international, pour l'émancipation duquel j'ai donné la meilleure part de ma vie et pour lequel j'ai toujours été prêt à me sacrifier. »



Léo Frankel.

Hôpital de La Pitié-Salpêtrière Paris : sans moyens face à la troisième vague

À la Pitié-Salpêtrière, comme dans le reste de l'AP-HP (Assistance publique-Hôpitaux de Paris) la troisième vague de l'épidémie met en évidence tous les problèmes déjà tant dénoncés par le personnel depuis longtemps : manque de lits, d'effectifs, de matériel et d'équipements.

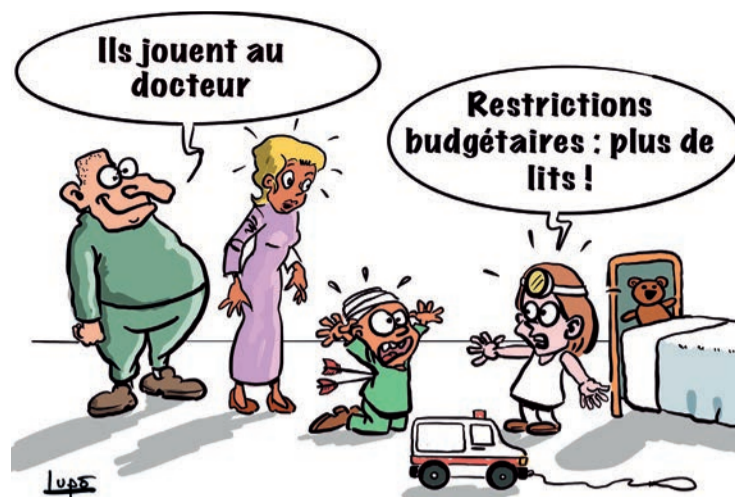
La chasse aux lits pour prendre en charge les patients Covid continue, que ce soit les lits en réanimation ou les lits d'hospitalisation classique. Elle retarde la prise en charge, crée le casse-tête des déprogrammations et l'encombrement des Urgences par manque de lits d'aval. Par exemple, aux Urgences

cérébro-vasculaires, cinq lits sont toujours fermés faute de personnel.

L'AP-HP et le gouvernement montent en épingle les 40 lits de réanimation montés en quinze jours dans le self de l'hôpital. Des dizaines d'ouvriers se sont succédé pour tout installer et du matériel tout neuf à faire rêver tout le personnel

attend que les premiers patients arrivent. Mais ces lits provisoires ressemblent à une vaste opération de communication pour cacher une réalité bien moins clinquante : celle de ces lits de réanimation montés un peu partout dans les salles de réveil ou dans les blocs opératoires, qui fonctionnent avec du personnel pris sur ces mêmes services. Toutes les formations promises pour des infirmières et des aides-soignantes de réanimation sont restées de la poudre aux yeux.

Alors comme lors de la



première vague, les étudiants des différentes écoles sont mis à contribution : les élèves de troisième année des écoles d'infirmières travaillent comme aides-soignants sur leur lieu de stage, les étudiants infirmiers anesthésistes et de bloc opératoire retournent travailler comme infirmiers.

Cette question du sous-effectif revient dans toutes les discussions car rien n'a changé depuis un an et la situation s'est même aggravée. On assiste à des situations inimaginables : une infirmière et une aide-soignante du service d'ORL restent seules tout un week-end pour 18 patients dont cinq demandent des soins rapprochés ; l'effectif pour une salle de 22 lits de patients polyopathologiques en médecine interne passe d'un seuil qui semblait infranchissable de trois infirmières le matin à deux très régulièrement.

Ces exemples se multiplient dans tous les secteurs où s'accumulent les modifications d'horaires

incessantes, les rappels sur repos, les propositions d'heures supplémentaires. Des cadres passent le plus clair de leur temps à chercher du personnel pour combler les trous des plannings.

En conséquence, le turnover s'accélère et ne permet pas aux équipes de souffler. Les jeunes qui arrivent sont formées par d'autres jeunes en poste depuis un an qui font figure d'anciennes. Cela accroît les difficultés, concourt à l'épuisement et ne donne pas très envie de rester. Un phénomène prend un peu d'ampleur : les démissions !

Mais jeunes comme anciennes cherchent à résister à ces situations invivables. Les petits messages « de soutien » de Martin Hirsch, directeur de l'AP-HP, qui se multiplient dans les boîtes mail, agacent fortement et le « encore un effort » de Macron lors de son intervention pour le dernier confinement est très mal passé !

Correspondant LO

Se faire vacciner, pas facile

À la Pitié-Salpêtrière, un peu plus de la moitié du personnel a reçu une première dose de vaccin, comme dans les autres hôpitaux parisiens, avant que l'arrêt de l'AstraZeneca ralentisse la vaccination. Du coup, les plus jeunes ne sont presque pas vaccinés car il n'y a pas assez de doses de Pfizer pour compenser. De plus, la multiplication des clusters dans les services retarde de six mois la vaccination de ceux qui ont

été contaminés à cette occasion.

Le manque de vaccins est un problème comme l'est la disponibilité pour se faire vacciner. Il faut prendre le temps de se poser pour se connecter à la plate-forme de rendez-vous, ce qui n'est pas facile dans les journées surchargées. Il faut calculer la date et l'heure possibles en fonction de son propre planning et souvent accepter un rendez-vous en dehors de

ses horaires de travail car quitter son poste est impossible. Ce qui a bien fonctionné, ce sont les équipes mobiles de vaccination pour les équipes de nuit et quelques rares fois pour ceux de journée. Mais cela demande des moyens humains que les directions n'ont absolument pas mis en place. Il leur a été plus facile d'accuser le personnel soignant d'être réticent à la vaccination.

Aides à domicile de Vendée : à nouveau dans la rue

Une soixantaine de professionnels de l'accompagnement et du soin à domicile étaient rassemblés jeudi 8 avril, à l'appel de la CGT et de FO, devant les grilles du conseil départemental de Vendée. Ils réclament une prime de 183 euros pour tous et l'augmentation de leur salaire.

Comme les soignants, ces travailleurs sont, eux aussi, les premiers de corvée et depuis le début de la pandémie ils ont continué leur travail, confinement ou pas, couvre-feu ou pas.

En juillet dernier, ils s'étaient déjà mobilisés aux côtés des soignants, pour avoir droit à une prime, dite covid. En février, ils étaient à nouveau dans la rue pour dénoncer les oubliés du

Ségur dont ils font partie. 75% des établissements sociaux ou médico-sociaux de France sont des associations privées et leurs salariés ne bénéficient pas du Ségur de la santé, alors qu'ils font le même travail, qu'ils ont les mêmes qualifications et les mêmes diplômes que leurs collègues. C'est 183 euros en moins par mois sur une fiche de paie qui atteint difficilement les 1 000 euros

mensuels.

Quant à l'augmentation de salaire, pouvant aller jusqu'à 15%, promise par le gouvernement, elle ne concernerait, d'après lui-même, qu'un peu plus de 200 000 salariés sur un secteur qui en compte plus d'un million.

Pour financer cette mesure, l'État et les départements se renvoient la balle.

Actuellement, les départements ont en charge 60% des dépenses pour l'aide à domicile et assurent ne pas pouvoir supporter cette dépense supplémentaire. Les aides à domicile ont été exclues des revalorisations

salariales comprises dans le Ségur de la santé et nombre d'entre elles n'ont pas touché de prime Covid, alors même qu'elles sont en première ligne.

La mesurette

« historique » du gouvernement ne sera même pas un rattrapage. Les factures et le loyer ne sont pas flexibles : le salaire doit être à leur hauteur !

Correspondant LO



Le 8 avril à La Roche-sur-Yon.



Nos lecteurs écrivent

« Je suis travailleuse sociale en charge de la protection de l'enfance. Nous recevons les familles et nous nous déplaçons à leur domicile. Nous intervenons auprès de personnes vulnérables.

Le secteur médico-social fait dorénavant partie de ceux considérés prioritaires. Dans mon service, nous sommes nombreux à vouloir être vaccinés.

Mais rien n'est organisé : chacun d'entre nous doit se débrouiller tout seul pour

trouver un lieu, un rendez-vous. Les consignes du gouvernement ne cessent de varier.

À deux reprises, plusieurs collègues, malgré des rendez-vous confirmés, ont dû repartir chez eux sans être vaccinés, faute de doses.

Ainsi, un matin à 9 h 30, nous avons appris qu'il n'y avait plus que 66 doses pour la journée à l'hôpital de l'Hôtel-Dieu.

Dans cette course d'obstacles, un de nos collègues s'est retrouvé contaminé par le Covid-19 et dans un coma

artificiel.

Nous avons tous été profondément touchés et révoltés.

Nous refusons ce loto. Le vaccin devrait être accessible à tous ceux qui le souhaitent ! »

Une lectrice de Paris

Thales AVS - Vélizy : ni 0 %, ni des miettes !

Suite à l'annonce de la direction fin mars de ne pas augmenter les salaires, les débrayages et les grèves continuent depuis plusieurs semaines sur les sites de Thales AVS de Vélizy, Méru, Chatou et Moirans (Trixiell).

Sur le site de Vélizy, les travailleurs sont entre 100 et 120 à débrayer quasiment tous les jours plusieurs heures, équipes du matin et du soir confondues. Depuis des semaines, la production tourne au ralenti.

Le jeudi 8 avril, ils ont été en grève toute la journée, toujours aussi nombreux malgré le problème de la garde des enfants, les

vacances scolaires et la soudaine annonce de la direction sur l'augmentation des cas de Covid parmi les salariés. Ce jour-là, les ateliers de production étaient déserts. Les grévistes ont manifesté à l'intérieur de l'usine, dans les ateliers et les bureaux. Puis, ils sont allés devant le site Dassault, voisin du leur, Dassault étant aussi un des actionnaires principaux de

Thales.

Ce même jeudi, quatre travailleurs du site de Méru sont venus apporter leur soutien et raconter leur mobilisation commencée le 25 mars. Après avoir découvert que la direction faisait sortir la production de nuit, ceux-ci ont décidé d'occuper leur usine, jour et nuit, pendant une semaine. Ils ont été applaudis par tous les grévistes de Vélizy.

Le lendemain, la direction, qui avait d'abord proposé 0,65 % d'augmentation puis est allée à 0,7 %, a déclenché des



réactions immédiates. Devant un haut responsable du groupe, les travailleurs ont lancé : « Vous vous foutez de nous », « Vous nous avez craché à la figure avec vos zéro % ». Un nouveau débrayage a été prévu dès le lundi matin suivant. Là,

un rassemblement a eu lieu et une nouvelle journée de grève a été organisée pour le jeudi 15 avril, avec manifestation avec les grévistes des autres sites devant le siège Thalès à la Défense : la lutte continue !

Correspondant LO

SAE - Corbeil-Essonnes : pas touche aux congés !

L'usine Safran Aircraft Engine (SAE) de Corbeil-Essonnes fabrique des moteurs d'avion. La dernière attaque en date de la direction est une tentative d'imposer les congés d'été à une période précise, sous prétexte de crise sanitaire.



La convention d'entreprise prévoit pourtant que chaque salarié puisse prendre ses congés comme il l'entend. Mais la direction générale a décidé d'imposer les deux premières semaines du mois d'août. Le seul choix qui reste aux salariés est de prendre une semaine avant ou après les quinze jours imposés, ce qui n'est pas franchement une liberté.

La crise sanitaire a bon dos et personne n'est dupe. C'est pourquoi plus de quatre cents travailleurs sur l'ensemble des équipes se sont mis en grève le 1^{er} avril. La revendication ? Pas touche aux congés d'été ! Chacun veut en disposer

comme bon lui semble et ce n'est pas à la direction d'en décider.

Ily a une logique derrière cette décision. La direction parie sur une reprise de l'activité en septembre et aimerait que tout le monde ait pris ses vacances avant. C'est en substance ce qu'a avoué à demi-mot le directeur du centre, qui a voulu s'expliquer devant les salariés en grève, le 1^{er} avril. Mal lui en a pris, car il a été hué. Le 8 avril, un nouveau rassemblement a eu lieu dans l'usine avec un défilé dans les ateliers et dans

les bureaux. Et depuis, les discussions n'ont pas cessé dans les ateliers.

Cette dernière attaque s'ajoute à toutes les autres : suppressions de postes, chômage partiel imposé, qui signifie une baisse de salaire. Tout cela profite au patron et aux actionnaires qui pourraient, d'ailleurs, payer l'intégralité des salaires vu les profits accumulés ces dernières années.

Face à cela, à l'usine de Corbeil, le mécontentement s'approfondit.

Correspondant LO

CHI de Clermont : Ordre infirmier, le retour ?

Le centre hospitalier psychiatrique de Clermont-Fitz James, dans l'Oise, compte 2 700 salariés, dont plusieurs centaines d'infirmières et infirmiers.

La direction prévoit de transmettre les listes de ces derniers pour les inscrire d'office à l'Ordre national infirmier.

Elle assimile cette non-inscription à l'exercice illégal de la médecine, en tenant à préciser : que « selon l'article L 4314-4 du Code de la santé publique les peines encourues sont de deux ans d'emprisonnement et 30 000 euros d'amende ». Cette note comminatoire se conclut ainsi : « Afin de se conformer aux dispositions législatives précitées, je vous informe que le CHI ne validera plus de titularisation aux personnels infirmiers non-inscrits au tableau national de l'Ordre national des infirmiers. »

C'est en 2006, avec Villepin Premier ministre et Xavier Bertrand ministre

des Solidarités, qu'est sorti du chapeau l'Ordre national infirmier, touchant à l'époque plus de 500 000 agents, répondant aux demandes d'une partie corporatiste des infirmiers libéraux.

Pour complaire aux milieux réactionnaires, Chirac, Villepin et Bertrand décalquèrent le modèle de l'ordre pétainiste des médecins. Cela ne rencontra aucun appui sérieux chez les centaines de milliers d'infirmiers des hôpitaux publics ou même privés. Ceux-ci, pour l'essentiel, sont des salariés comme les autres et peuvent voir que leur sort est lié à leur lutte commune avec les aides-soignants, les ASH, le personnel administratif et la masse des employés des entreprises sous-traitantes.

Cela reste vrai, à Clermont comme ailleurs, et que la note soit une lubie du directeur ou une consigne tombant de plus haut.

Correspondant LO

Futurs infirmiers : allez voir ailleurs !

La formation au métier d'infirmier a la cote. C'est même la formation la plus demandée par les jeunes qui viennent de formuler leurs vœux sur la plateforme Parcoursup.

Mais le gouvernement n'a presque pas augmenté le nombre de places en Institut de formation aux soins infirmiers (IFSI).

Un peu plus de 10 % des lycéens de terminale, mais aussi des adultes souhaitant reprendre des études, soit environ 85 000 futurs étudiants, ont déposé un vœu sur Parcoursup selon une procédure qui a pris fin le 8 avril, pour commencer une formation d'infirmier à la rentrée prochaine, dans l'un des 330 IFSI du pays.

Personne ne peut ignorer les difficultés du métier depuis que sévit la pandémie, mais aussi depuis que, en 2019,

des grèves et des manifestations dénonçant les conditions de travail et la faiblesse des salaires ont débuté dans les services d'urgence pour s'étendre ensuite. Malgré cela, ceux qui aspirent à devenir infirmiers pour soigner les autres sont de plus en plus nombreux, ce qui vient contredire un certain discours contre la jeunesse prétendument démotivée et futile.

Du côté du gouvernement, on se moque autant des aspirations de ces jeunes que des besoins criants en personnel soignant mis en lumière par la pandémie. Le nombre d'inscriptions en IFSI est bloqué à 32 000 pour

la rentrée prochaine. Presque deux candidats sur trois ne pourront pas entamer la formation d'infirmier souhaitée.

Le nombre de places offertes en IFSI n'a été augmenté que d'un millier depuis l'épidémie. Le pays comptant plus de 1 300 établissements publics de santé, cela fera, dans trois ans, moins d'une infirmière supplémentaire par hôpital !

D'un côté, il y a les discours d'un Véran, ministre de la Santé, assurant tout faire pour lutter contre le Covid. De l'autre, il y a la réalité d'une politique de sous-investissement permanent dans les hôpitaux, dont la formation d'un nombre très limité d'infirmiers n'est qu'un aspect.

Lucien Déroit

Renault : rassemblement contre les suppressions de postes

Jeudi 8 avril, environ 300 travailleurs de différents sites Renault se sont rassemblés devant le siège social de Boulogne-Billancourt, pour refuser les suppressions d'emplois et les fermetures d'usines.

Même si la coordination CGT, initialement à l'origine de l'appel avec le syndicat Sud, s'en était finalement retirée, des militants locaux avaient organisé le déplacement depuis des sites proches ou moins proches. Venus du Technocentre de Guyancourt, des sites de Lardy et Aubevoye, du Mans, de Flins, les travailleurs présents ont retrouvé une centaine de travailleurs de la fonderie MBF Aluminium de Saint-Claude, dans le Jura. Ces derniers, employés par ce sous-traitant fournisseur de carters de moteurs pour Stellantis et Renault, en redressement judiciaire depuis novembre 2020 et qui prévoit de fermer, étaient venus

exiger auprès d'un des donneurs d'ordres le maintien de leurs emplois.

Le problème des travailleurs de Renault est le même. Le constructeur a prévu la suppression de 15 000 emplois dans le monde, dont 4 600 en France. En quelques mois déjà, des milliers de prestataires et d'intérimaires ont été jetés dehors. La direction va fermer l'usine de Choisy-le-Roi et menace celle de Flins, où plus aucun véhicule ne sera monté. Les sous-traitants ne sont pas épargnés : Adient, l'usine de sièges de Rosny-sur-Seine, fait chômer les travailleurs une semaine sur deux et prévoit de fermer en 2022 et, à MBF Aluminium, les travailleurs subissent le

chantage de leur direction : soit ils partent avec la rupture conventionnelle collective, soit ils sont licenciés fin avril.

Partout, dans les usines, les bureaux d'études ou les services administratifs, Renault essaie, sans succès, de pousser le plus de travailleurs possible vers la sortie, tout en écrasant de travail ceux qui restent, en présentiel comme en télétravail. À l'usine de Flins, par exemple, les cadences insupportables alternent, au gré du patron, avec les journées non travaillées, financées par du chômage partiel assorti du vol de jours de congé.

Depuis quelques semaines, des travailleurs manifestent ouvertement leur refus. À Aubevoye, Lardy, au Technocentre et au Mans, les travailleurs de la maintenance des moyens



Rassemblement au siège social de Renault.

d'essais s'opposent à tout licenciement. À MBF Aluminium, les travailleurs sont déterminés à ne pas se laisser faire et s'organisent.

Lors du rassemblement à Billancourt, des interventions ont dénoncé les pressions et les magouilles de la direction de Renault. L'idée de se défendre tous ensemble contre ces attaques, quel que soit le site ou le sous-traitant, de répartir le travail entre tous et de prendre sur les milliards de bénéfices accumulés depuis des années pour garantir les salaires a été applaudie.

Comme l'avait clairement dit un militant de MBF, « il y a un manque de 10 millions, qui représenterait le maintien des effectifs de l'entreprise ». Ils ne seraient pas difficiles à trouver, puisque dans les coffres de Renault, 25 milliards ont été accumulés en une décennie.

Comme le constataient lors du rassemblement de jeunes apprentis de MBF Aluminium, venus avec leurs camarades depuis le Jura : « On est venus apprendre le métier, Renault nous apprend la lutte ! »

Correspondant LO

PSA – Douvrin : refusons la fermeture programmée

La direction du groupe PSA a annoncé fin février que le moteur EP nouvelle génération ne serait pas produit dans l'usine de Douvrin, dans le Pas-de-Calais. Avec l'arrêt d'un autre moteur en 2022 cela provoquerait la fermeture de l'établissement.

Dans l'usine, cette annonce a sonné comme un coup de tonnerre. La direction a l'audace de déclarer que la perte du moteur EP, à essence, serait due à la transition énergétique vers

le tout électrique. C'est un grossier mensonge ! Elle continuera à produire ce moteur en version hybride, c'est sa poule aux œufs d'or, mais elle veut le produire ailleurs.

Aux travailleurs de cette usine, l'ex-Française de Mécanique, elle fait miroiter des reclassements dans l'usine de batteries ACC (PSA + Total) qui devrait se construire juste à côté. Elle ose promettre, la main sur le cœur, 1 400 à 2 000 emplois à ACC pour... 2030. Mais elle refuse de s'engager par écrit parce que, en fait, il s'agit pour elle de vendre du rêve pour pouvoir vider l'usine tranquillement.

Pour l'instant, la seule chose que semble promettre ACC est 200 à 300 emplois fin 2023 ! Dans l'usine, la direction a déjà proposé à quelques techniciens qui travaillaient sur le projet EP de se raccrocher à d'autres usines.

Samedi 10 avril, plus de 800 personnes se sont

mobilisées sur la zone industrielle de Douvrin pour protester contre les plans de PSA. Des travailleurs de l'entreprise, souvent accompagnés de leur famille, venaient protester car beaucoup voient bien qu'il est question de leur emploi mais aussi de celui de leurs enfants, de leurs amis. Après la fermeture de l'usine de Bridgestone juste à côté, ce sont effectivement des milliers d'emplois directs et indirects qui seraient rayés de la carte en quelques mois.

De nombreux élus étaient aussi présents car PSA a bénéficié d'énormes subventions de la part des municipalités proches. Comme le disait un maire d'une commune voisine : « On leur donne des millions qui seraient utiles ailleurs,

et voilà ce qu'ils en font ! »

PSA est un groupe extrêmement riche qui a fait 15 milliards de bénéfices aux dépens des travailleurs en six ans. Il faudra une mobilisation importante de ces travailleurs pour faire reculer PSA car seule la colère de ceux qui produisent les profits pourra faire peur au PDG et à ses actionnaires.

Après le débrayage de 150 travailleurs en mars, ce rassemblement réussi est un encouragement. Un nouveau rendez-vous est prévu par la CGT le 6 mai. On ne peut que souhaiter que la lutte s'amplifie pour faire plier ce groupe, qui a largement les moyens de maintenir le travail de chacun mais qui ne cédera que s'il y est forcé.

Correspondant LO



Renault Trucks – Vénissieux : condamné... à payer le minimum

Les travailleurs des sites lyonnais (Vénissieux et Saint-Priest) de Renault Trucks, qui avaient attaqué leur employeur pour préjudice d'anxiété concernant l'exposition aux poussières d'amiante, ont reçu la notification du jugement.

Pour 474 d'entre eux, l'entreprise a été condamnée à verser de 200 à 10 000 euros d'indemnités, mais les 665 autres ont été déboutés. Malgré de nombreux témoignages contraires, le juge

départiteur s'en est tenu aux arguments de la direction, considérant que deux secteurs seulement des sites de Vénissieux avaient utilisé de l'amiante : la Fonderie et l'atelier cars et bus. Beaucoup d'autres

ateliers ont en effet utilisé ce matériau avant 1996, quand l'entreprise s'appelait Berliet, puis RVI. Les travailleurs de l'usine Ponts à Saint-Priest, dont le site n'avait pas été classé amiante en 2016, contrairement à celui de Vénissieux, ceux de la forge, du montage camions, du montage moteurs, des ateliers de maintenance, des secteurs emboutissage et soudure à Vénissieux, ont

de quoi être révoltés par ce jugement.

Certains salariés d'autres secteurs que ceux indemnisés sont partis à la retraite avec un certificat d'exposition à l'amiante, remis par la médecine du travail et signé par la direction. Ils ont droit à un scanner gratuit tous les deux ans. Et malgré cela ils sont déboutés !

Renault Trucks veut bien laisser partir en

préretraite amiante, aux frais de la Sécurité sociale, des travailleurs usés, mais ne veut surtout pas payer pour ses responsabilités dans l'exposition des travailleurs à ce poison. La condamnation est une reconnaissance partielle de sa responsabilité, un premier acquis encore insuffisant. Alors le combat continue.

Correspondant LO

Walor – Bogny-sur-Meuse : le patron manœuvre, mais doit payer

Walor, leader européen de pièces usinées pour l'automobile, a de nouveau essuyé la colère des travailleurs de Bogny-sur-Meuse, dans les Ardennes.

En janvier, à Vouziers, les travailleurs avaient imposé 40 centimes d'augmentation de l'heure contre 5 proposés par la direction. À leur tour, ceux du site de Bogny-sur-Meuse ont refusé l'aumône de 10 à 15 centimes, pour les salaires les plus bas. Les femmes, moins bien payées, ont impulsé le mouvement : leur salaire, à poste équivalent, est de 200 euros inférieur à celui des hommes.

À l'instar des travailleurs de Vouziers, 85 % des 194 salariés se sont mis en grève dès le mercredi 31 mars, revendiquant 40 centimes pour tous et l'égalité salariale. La direction a cette

fois employé les grands moyens. Dès le 1^{er} avril, elle a fait intervenir un huissier. Quatre grévistes, choisis au hasard, ont été assignés en justice, poursuivis pour avoir bloqué un camion. Le soutien apporté, la médiation et la minceur du dossier ont amené la justice à débouter la direction. Cette manœuvre a soudé les grévistes, plus déterminés encore à aller jusqu'au bout. Ils se sont relayés nuit et jour sur le piquet de grève. Une ouvrière témoigne : « C'est amusant, avant on allait travailler sans jamais se parler, avec cette grève on se met enfin à discuter,

à organiser des rondes, des ravitaillements. »

Walor, pour éviter la propagation de la grève à d'autres sites, a entamé des négociations à Laval, dans la Mayenne, proposant cette fois 33 centimes. Les travailleurs de ce site étaient prêts à engager un mouvement, mais direction et dirigeants syndicaux se sont entendus sur cet accord. Le DRH du groupe s'est réjoui « d'un dialogue apaisé autour d'une table », sans préciser que c'est la grève qui a obligé la direction à proposer une somme plus conséquente. Mais les grévistes du site de Bogny se sont sentis trahis par les élus syndicaux de Laval qui ont sabordé l'extension de la grève.



Jeudi 8 avril, pressés par l'inspection du travail d'accepter les 33 centimes d'augmentation, les travailleurs ont cessé la grève après la levée de l'avertissement pesant encore sur l'un d'eux. S'ils n'ont pas obtenu ce qu'ils voulaient, en particulier l'égalité salariale entre femmes et hommes, le patronat a dû céder le triple de ce qu'il entendait imposer.

Les salariés savaient qu'ils entamaient un rude bras de fer. Le manque

d'échanges entre les travailleurs à l'échelle du groupe a aussi pesé sur leur mouvement et certains se disent qu'il faudra s'organiser autrement pour l'étendre.

Si les grévistes ont repris le travail au bout de neuf jours de mobilisation, la colère reste grande. Les travailleurs ont pu discuter, partager leur mécontentement et établir leurs revendications. Cette lutte comptera pour l'avenir et ils sont retournés dans l'usine la tête haute.

Correspondant LO

Carrefour Supply Chain – Le Rheu : grève pour les salaires



Mercredi 7 avril, 80 salariés de la plateforme logistique Carrefour du Rheu, en Ille-et-Vilaine, se sont mis en grève pour dénoncer la très faible augmentation des salaires proposée par la direction.

En effet, alors que le groupe vient d'annoncer les meilleurs résultats depuis vingt ans, avec un chiffre d'affaires en hausse de 8 %, il ne propose aux employés que 0,5 % d'augmentation générale. Cette décision, perçue comme une provocation, a suscité la colère partout dans le pays, quinze plateformes du groupe sur dix-neuf étant bloquées ou fortement perturbées.

Dès le mercredi soir, sur le site du Rheu, avec l'appui de la CGT, les grévistes ont mis en place un barrage

filtrant à l'entrée, ne laissant passer qu'un camion toutes les quarante minutes. Très vite la zone industrielle des environs s'est retrouvée complètement paralysée par les véhicules en attente.

Le lendemain, la direction a fait intervenir la police afin de dégager les accès de l'entreprise. Cette intervention n'a pas découragé les grévistes qui ont maintenu le piquet en refusant de charger et de décharger les camions. Au final, peu de marchandises ont été traitées, 20000 produits contre

90000 habituellement.

Devant la détermination des grévistes, sur ce site comme sur les autres plateformes, la direction du groupe a décidé de rouvrir les négociations salariales. Au final, elle propose 1,2 % maintenant et 0,3 % en juillet. Face à cette annonce, les grévistes ont levé les piquets mais continuent à débrayer par intermittence afin de maintenir la pression sur la direction. En effet, beaucoup parmi les salariés pensent que cette augmentation est très insuffisante et que Carrefour a largement les moyens d'augmenter les salaires de manière importante.

Correspondant LO

Newrest – Wagons-lits : la restauration ouvre l'appétit patronal

À Newrest-Wagons-Lits, sous-traitant de la SNCF qui assure la restauration à bord des TGV, les salariés sont sous le coup de la fermeture administrative qui frappe l'ensemble de la restauration.

Depuis le premier confinement il y a un an, à part l'été dernier où le travail a duré quatre mois, c'est le chômage partiel. Comme pour les autres cheminots, le revenu des salariés de Newrest est composé en bonne partie de primes qui ne sont pas comptées dans ce cas. Aussi, ce sont chaque mois des centaines d'euros qui manquent à la paie, alors que charges, loyers, crédits... ne sont pas partiels.

Newrest n'a versé aucun complément de salaire, refuse de compter le temps de chômage partiel pour le calcul de l'ancienneté et a imposé la prise de congés sur ce temps, après avoir volé des repos compensatoires. Cette année il a proposé une augmentation dérisoire d'environ 9 euros par mois.

De plus, il cherche à profiter de la situation pour s'attaquer aussi aux conditions de travail. Jusqu'ici, avant d'embarquer sur le train, les salariés pointent et prennent leur matériel dans des locaux situés dans les principales gares

parisiennes. Parisien ou provincial, chacun est rattaché à telle ou telle gare et travaille exclusivement sur les destinations desservies par elle. Newrest veut supprimer cela en mixant les plannings, et ainsi délocaliser tous les agents de l'Île-de-France. Cette réorganisation obligerait les roulants à courir d'une gare à l'autre au bon vouloir de la direction. Or, comme bien d'autres travailleurs, les salariés de Newrest ont souvent organisé une partie de leur vie, leur lieu d'habitation, en fonction du lieu de travail. Sans compter que Newrest supprimerait au passage des postes de sédentaires, ceux du service des plannings notamment.

Le 25 mars, à l'appel des syndicats, un rassemblement devant le siège parisien a donc été organisé. Au-delà des délégués, plus d'une centaine de salariés ont tenu à faire le déplacement ce jour-là, contents d'avoir pu exprimer leur colère. Face à des patrons à l'offensive, le combat ne fait que commencer.

Correspondant LO

SNCF Transilien : une grève réussie

Lundi 12 avril, une grève a fortement réduit le trafic des lignes U et N, ces lignes du réseau ouest Transilien desservant Rambouillet et La Verrière au départ de Paris.

En gare de Montparnasse, le rassemblement d'une centaine de cheminots - venus par groupes de collègues depuis de nombreux sites dispersés sur le réseau - était un vrai succès, compte tenu des difficultés liées à l'épidémie.

Les prises de parole ont confirmé la généralisation des attaques de la direction dans l'ensemble des secteurs SNCF et la montée de la colère dans les services. Aux ateliers de Montrouge, chargés de l'entretien des rames, la direction supprime chaque année une dizaine de postes et il n'est maintenant pas rare que les trains soient remis en circulation sans leur programme d'entretien complet. À l'entretien des voies pour les seules lignes N et U, la SNCF supprime 30 postes cette année, alors que la CGT a calculé qu'il manque déjà 500 emplois pour l'ensemble de l'entretien des voies régionales d'Île-de-France. Sur les deux lignes N et U, la quasi-totalité des guichets est en cours de suppression. Les postes d'information aux voyageurs

sont démantelés, entraînant là aussi la suppression de plusieurs dizaines d'emplois. Les postes de conducteurs chargés spécifiquement d'amener les trains vides au départ, ou de les ramener aux dépôts en fin de service, sont en voie de disparition: cela implique, pour les conducteurs des trains voyageurs, d'embaucher toujours plus tôt ou de finir toujours plus tard. Et bien sûr, le niveau très bas des salaires, gelés depuis des années, vient alimenter la colère.

Pour couronner le tout, la



SNCF profite du contexte dû à la situation sanitaire pour tenter de faire marcher les cheminots à la baguette. Plutôt que de répartir le travail entre tous les conducteurs, elle impose, en tout arbitraire, le chômage partiel à certains et des journées à rallonge pour les autres, en modifiant même leurs horaires au dernier moment. Elle refuse les demandes d'absence pour garde d'enfant et impose que chacun pose des congés à la place, pour être sûre de disposer d'un maximum de salariés disponibles à la reprise du trafic.

La direction a d'ailleurs récemment dévoilé sa volonté de supprimer la planification annuelle des circulations de train pour envisager une gestion de l'offre de transport au jour le jour. La vie des cheminots, dont le rythme de vie est très souvent désorganisé par le travail de nuit ou en décalé, serait totalement livrée à l'arbitraire.

La SNCF présente ces restructurations comme une nécessité face à la concurrence qui arrive dans les transports régionaux. Mais tout le monde sait très bien que c'est la

SNCF elle-même qui reprendra l'activité après avoir démantelé et filialisé ses propres services.

Sans surprise, le personnage qui sert de directeur aux lignes U et N n'avait strictement rien à répondre aux questions des agents rassemblés. Derrière lui, c'est bien toute la direction de la SNCF qui impose ses attaques, avec la complicité du gouvernement. Alors chacun des grévistes présents était bien conscient que le mouvement de protestation n'en est qu'à ses débuts.

Correspondant LO

RATP Bus : une procédure disciplinaire inadmissible

Jeudi 8 avril, un rassemblement a eu lieu devant le dépôt de bus de Flandres à Pantin, en Seine-Saint-Denis, pour soutenir Ahmed Berrahal, militant CGT et secrétaire de la commission CSSCT (sécurité santé conditions de travail), convoqué en entretien disciplinaire.

La direction menace licenciement Ahmed pour un prétendu harcèlement moral envers un chef, alors qu'il

venait de l'informer qu'une conductrice de bus avait déposé une main courante à la police. Il y signalait que ce même chef lui avait touché les seins et tenté de l'embrasser de force. Alors, qui harcèle qui?

Au cours du rassemblement, plusieurs femmes ont pris la parole pour dénoncer des faits de harcèlement sexuel à la RATP ou dans les hôpitaux, dans les entreprises, avec de la rage

et beaucoup d'émotion. Elles ont toutes témoigné qu'Ahmed les a écoutées et défendues, disant que c'est le monde à l'envers: c'est Ahmed, en tant que délégué CSSCT correspondant harcèlement, qui est attaqué alors que ceux qui harcèlent sexuellement les femmes seraient protégés par la direction.

Pour Lutte ouvrière, notre camarade Nathalie Arthaud a pris la parole

entre autres pour dire que les faits reprochés à Ahmed ne sont qu'un prétexte pour se débarrasser d'un militant dévoué. Sur tous les fronts, son activité gêne la direction depuis un moment et celle-ci en est à sa troisième procédure disciplinaire contre lui et a diligenté plusieurs enquêtes visant à le faire tomber. Cette politique patronale répressive ne doit pas passer!

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal avril 2021.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom.....

Adresse

Code postal. Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO
www.lutte-ouvriere-audio.org

États-Unis : Bezos ne veut pas de syndicat

Tous ceux qui sont hostiles au mouvement ouvrier et aux travailleurs ont pu se réjouir que le vote des employés de l'entrepôt Amazon de Bessemer, en Alabama, au cours du mois de mars, aboutisse au refus de l'implantation d'un syndicat.

Mais ce résultat est loin de refléter des choix effectués librement par les salariés.

Aux États-Unis, un salarié peut bien sûr adhérer individuellement à un syndicat, mais la question est de savoir si son entreprise le reconnaît. Dans ce cas, elle est considérée comme syndiquée et tous ses salariés sont automatiquement adhérents du syndicat reconnu comme leur représentant face au patron, notamment lors des négociations du contrat de travail collectif; si elle ne l'est pas, aucun employé n'est considéré comme représenté par un

syndicat et le patron n'a pas à s'embarrasser de quelconques négociations. À ce jour aucun des sites américains d'Amazon n'a reconnu de syndicat.

Il ne suffit pas que des travailleurs disent qu'ils veulent se syndiquer pour surmonter l'opposition du patron. Pour que le syndicat soit reconnu, l'État impose une procédure qui dure des mois, à l'issue de laquelle un scrutin peut être organisé. C'est ce qui a permis à la direction d'Amazon de mener une campagne antisyndicale de grande envergure avec tous les moyens de cette entreprise géante.

3 000 personnes, soit la majorité des 5 600 employés de cet entrepôt, avaient pourtant signé une carte syndicale en fin d'année 2020. Mais une partie a été poussée vers la sortie ou licenciée avant le vote. Les autres ont été obligés d'assister à des réunions hebdomadaires de propagande antisyndicale tenues par les chefs, dont les arguments étaient affichés jusque dans les toilettes. La direction a utilisé les réseaux sociaux pour propager de fausses nouvelles, laissant entendre que la syndicalisation se traduirait par la fermeture de l'entrepôt et donc par la perte des emplois. Dans cette atmosphère, la plupart des travailleurs ont préféré ne pas prendre part au vote, tandis que 738 ont voté en faveur du syndicat.



RON ADAR

Ces derniers mois, sollicités par les appareils syndicaux, plusieurs dirigeants du Parti démocrate sont venus en Alabama pour faire des discours en faveur de la syndicalisation chez Amazon. Depuis Washington, le nouveau président Biden a même parlé du droit des travailleurs à s'exprimer en faveur d'un syndicat. Mais pendant les discours des politiciens, Amazon agissait.

Aujourd'hui, Amazon est le second employeur des États-Unis, avec un million de salariés. Leur

exploitation est telle que la plupart d'entre eux restent moins d'une année dans ses entrepôts. Mais la pression du chômage, qui a considérablement augmenté depuis un an, permet à Amazon de les remplacer aisément malgré des conditions de travail exténuantes.

Profiter de la misère qui s'étend pour renforcer l'exploitation: c'est ainsi que le principal actionnaire d'Amazon, Jeff Bezos, est devenu l'homme le plus riche des États-Unis.

Lucien Déroit

Irlande du Nord: le Brexit rallume la mèche

Le week-end de Pâques et la semaine suivante, les quartiers protestants des villes d'Irlande du Nord ont connu plusieurs nuits d'émeute, en particulier à l'initiative de jeunes unionistes.



À Belfast, le 7 avril.

Ces partisans du maintien de l'Irlande du Nord au sein du Royaume-Uni ont lancé cocktails molotov et véhicules enflammés contre la police, agressant parfois les habitants des quartiers catholiques voisins, partisans pour leur part de la réunification de l'île.

En conséquence du Brexit, une frontière doit

être réintroduite pour le trafic des marchandises entre l'Irlande du Nord et la Grande-Bretagne. Ce protocole négocié entre l'Union européenne et Johnson, le Premier ministre britannique, est refusé à cor et à cri par le camp unioniste, notamment par Arlene Foster, l'actuelle Première ministre d'Irlande du Nord. Car il n'y

a de pire cauchemar pour ses partisans qu'un éventuel rattachement à la République d'Irlande.

Depuis le 1^{er} janvier, Foster et les siens ont donc soufflé sur les braises, et l'incendie a pris dans les quartiers populaires protestants, poudrières où une jeunesse frappée de plein fouet par la crise n'attendait qu'une étincelle pour s'enflammer. Les ex-terroristes, qui encadrent bien des jeunes via leurs activités politico-mafieuses, y ont sans doute aussi joué un rôle.

Ce qui se passe en Irlande du Nord est une conséquence des manœuvres politiques à courte vue de Johnson et de son prédécesseur Cameron qui avait joué et perdu en organisant en 2016 le référendum sur la sortie de l'UE. Depuis la victoire du Brexit, au terme d'une campagne puante la xénophobie, on a pu en vérifier les effets secondaires néfastes sur le climat politique et la vie

sociale du pays, Irlande du Nord incluse.

Au-delà de ces causes récentes, les tensions en cours sont le fruit pourri des manœuvres de division habituelles de l'impérialisme britannique. En 1922, pour mettre fin, à moindres frais, à la guerre d'indépendance du peuple irlandais, il décida de «diviser pour régner» en gardant le nord-est de l'Irlande dans son giron. De cette partition est née une Irlande du Nord où l'opposition entre protestants unionistes et catholiques a tendance à primer sur toute conscience de classe, pour le plus grand bénéfice de la bourgeoisie.

Aujourd'hui, le Brexit ravive les plaies de la guerre civile rampante qui y a sévi de 1972 à 1998, faisant plus de 3 000 victimes, en Irlande comme en Grande-Bretagne, dans les familles catholiques comme dans les protestantes. Si un accord de paix a été signé il y a 23 ans,

cela n'a pas mis à l'abri de la crise du capitalisme cette province qui reste la plus pauvre du Royaume-Uni. Les jeunes qui ont participé aux émeutes ont sans doute trouvé là un exutoire à leur révolte contre le manque de perspective dans la société actuelle. Mais diriger leur colère contre une communauté catholique dont les jeunes connaissent les mêmes galères qu'eux serait s'engager dans une impasse dramatique.

Le problème aujourd'hui n'est certes pas d'enclencher un nouvel engrenage de déchirements intercommunautaires. Face à la crise, seule la lutte de la classe ouvrière contre les diktats du capitalisme peut ouvrir une perspective. Les replis nationalistes et communautaristes ne peuvent qu'éloigner de ce combat qui doit être le combat commun de tous les exploités.

Thierry Hervé

Suez Veolia: accord entre parasites

Depuis des mois, dans le monde particulièrement lucratif de la gestion de l'eau, des déchets et de l'énergie au niveau international, Veolia tente de dévorer l'autre géant Suez afin que naisse un colosse toujours plus gros.

En octobre 2020 Veolia, l'ancienne Générale des eaux, rachetait pour 9 milliards d'euros 29,9% des actions de Suez, son principal concurrent issu de la Lyonnaise des eaux. Pas de raison de s'arrêter en chemin, en janvier 2021, Veolia lançait une offre publique d'achat (OPA) pour acquérir

les 70,1% restant afin de constituer, selon les dires de son PDG, le «champion mondial de la transition écologique». Suez criait alors à l'OPA hostile et lançait la bataille pour faire monter les prix; actionnaires, banques, institutions financières, fonds spéculatifs, justice, représentants

politiques, médias..., tous étaient conviés.

Enfin, le 12 avril Suez et Veolia ont annoncé un accord de principe sur un rapprochement. Veolia proposait initialement un prix d'achat de 18 euros par action alors que Suez en voulait 22,50 euros, mais les deux compères sont maintenant tombés d'accord sur un prix à 20,50 euros le titre, soit au total 13 milliards d'euros à déboursier par Veolia.

L'accord n'est pas définitif. Il devrait être signé à

la mi-mai. Mais il y a d'ores et déjà des certitudes. D'un côté, à un pôle de la société, des milliards d'euros viennent de s'échanger, permettant d'enrichir les détenteurs d'actions quitte à alimenter la spéculation et à aggraver la crise. De l'autre, du côté de ceux qui travaillent à la production d'eau potable et à son adduction, au traitement des déchets, ceux donc qui assurent le fonctionnement de la société, ces opérations financières ne peuvent qu'aggraver leur situation.

Au lendemain de l'annonce de l'accord, le directeur général de Suez affirmait dans une interview «des engagements à quatre ans qu'il n'y aura pas de pertes d'emplois ni de changement de statut». Il n'y aurait qu'une garantie pour transformer sa prédiction en réalité: exproprier ces mastodontes qui perçoivent leur dû sur la fourniture d'un bien aussi indispensable que l'eau à des millions d'hommes sur tous les continents.

Sophie Gargan